

COMMISSION DE LA JUSTICE**COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE**

du

van

MERCREDI 10 NOVEMBRE 2010

WOENSDAG 10 NOVEMBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 29 par Mme Sarah Smeyers, présidente.

01 Questions jointes de

- Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur "le rapport de la Commission des sages chargée de l'examen du statut des ministres des cultes reconnus" (n° 371)
- M. Denis Ducarme au ministre de la Justice sur "les résultats du groupe de travail concernant le financement des cultes" (n° 642)

01.01 Valérie Déom (PS): Vous nous avez appris, lors d'une émission de la RTBF, que le groupe invité à se pencher sur la législation relative aux cultes avait déposé ses conclusions.

Je m'étais étonnée, lors d'interpellations précédentes, de la longueur des délais prévus pour ce travail, *a fortiori* dans la mesure où vous disposiez déjà du rapport de la Commission des sages sur le financement fédéral des ministres des cultes, mise en place par Mme Onkelinx.

Quelles sont les grandes lignes d'orientation du rapport de ce groupe de réflexion? Quand sera-t-il présenté au Parlement?

01.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Le mandat du groupe de travail concerne l'ensemble de la réforme de la législation relative aux cultes et aux organisations philosophiques non confessionnelles.

J'ai reçu le projet de rapport, que je n'ai pas encore rendu public, le 27 septembre. L'arrêté royal qui prévoyait la remise du rapport pour le 30 septembre 2010 au plus tard, produit ses effets jusqu'au 31 décembre 2010. L'administration peut encore poser des questions.

Le rapport propose un régime de reconnaissance combiné à un mécanisme d'enregistrement, sans pour autant toucher au principe de la liberté de culte et de conviction. Il suggère de repenser le régime des cadres des cultes et des convictions non confessionnelles définies comme des "communautés convictionnelles" et prévoit une évaluation tous les dix ans. Il propose la création d'un statut unifié pour les personnels de ces communautés, avec une revalorisation des barèmes, et des modifications relatives au financement sur base d'une égalité des communautés. Enfin, il suggère la mise en place d'un Conseil supérieur des communautés convictionnelles.

Le régime légal des cultes en Belgique remonte à 180 ans. Il a été modifié le 4 mars 1870 et surtout le 13 juillet 2001 via une loi spéciale qui a régionalisé une partie des compétences en la matière. Au vu de cette situation, il me semble que le rapport du groupe de travail mérite une réflexion approfondie, sans précipitation ni lien avec les problèmes actuels.

Une réunion, avec présentation du rapport, aura lieu le 23 novembre en présence des ministres responsables. Un projet de loi a été élaboré, mais il ne sera évidemment pas traité par le gouvernement actuel.

01.03 Valérie Déom (PS): J'espère que nous aurons un gouvernement de plein exercice lorsque la mission du groupe de travail prendra fin. Sinon, il conviendrait que nous puissions prendre connaissance de ce rapport.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur "l'informatisation des services de la justice et plus particulièrement ceux des greffes" (n° 380)

02.01 Marie-Christine Marghem (MR): Le service JustScan, qui a pour tâche de numériser les copies de dossiers répressifs et que j'ai vu fonctionner auprès de la cour d'appel de Mons, est extrêmement efficace et peut générer de substantielles économies en matière de frais de justice (jusqu'à 300 000 euros dans le dossier de Ghislenghien). Pourquoi ne pas développer ce système au profit de l'ensemble des tribunaux de première instance?

02.02 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Vous avez raison de souligner que le projet JustScan est intéressant pour la pratique et qu'il peut générer des économies. En cours depuis un certain temps, il est prioritairement utilisé dans les grands dossiers. Un budget a été obtenu pour 2010 mais il faut lancer une nouvelle adjudication, ce qui n'est pas possible en affaires courantes. Tout le monde est d'accord pour le faire, mais il y aura un peu de retard.

02.03 Marie-Christine Marghem (MR): N'y a-t-il pas moyen, pour quelque chose d'aussi pratique, de lancer l'adjudication même en affaires courantes, au besoin élargies? Cela permettrait de démontrer la volonté de faire des économies substantielles.

02.04 Stefaan De Clerck, ministre (en français): On ne peut entamer la procédure d'adjudication en affaires courantes: nous ne sommes pas dans un cas où il y a extrême urgence ou nécessité absolue à titre conservatoire.

02.05 Marie-Christine Marghem (MR): De quel ordre est la ligne budgétaire obtenue?

02.06 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Je devrai vérifier.

02.07 Marie-Christine Marghem (MR): Merci.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur "les initiatives à prendre afin de se conformer à la jurisprudence dite Salduz de la Cour européenne des droits de l'homme" (n° 382)

03.01 Marie-Christine Marghem (MR): Hier, les parents de Younes ont été arrêtés et inculpés. L'avocat qui défend un des deux parents se plaint de ne pas pouvoir assister à l'interrogatoire de son client qui a eu lieu devant le juge d'instruction car, dans l'attente d'une législation, l'organisation ponctuelle n'est pas réglée dans l'ensemble de l'organisation judiciaire. Ce sont des moyens qui seront invoqués par les plaideurs par rapport à l'arrêt Salduz.

Quelles initiatives ont-elles été prises au niveau des arrondissements judiciaires afin de se conformer à la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme? Je sais que Marche-en-Famenne et Bruxelles ont pris des initiatives. Celles-ci peuvent-elles être élargies? Sont-elles concertées? Donnent-elles des résultats positifs?

03.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): J'ai déjà fourni une réponse détaillée à la même question. Le Sénat travaille en ce moment sur ce dossier. Si vous n'avez pas encore reçu la note que j'ai rédigée, je vais demander que l'on vous en fasse une copie.

Sur le terrain, c'est le chaos. Chaque arrondissement réagit de façon différente. Les avocats adoptent parfois des positions différentes. Les procureurs généraux ont pris des initiatives, appliquées de manières diverses. On constate la même chose en ce qui concerne les initiatives des juges d'instruction. La police refuse l'audiovisuel, et ainsi de suite.

Il existe deux tables de concertation. La première, ce sont les acteurs de la justice (plusieurs réunions ont eu lieu depuis le 30 août). La deuxième table a été constituée au Sénat. Nous avons déjà initié le débat, effectué un premier tour de table et des auditions. Nous commençons à avoir une meilleure vue d'ensemble des positions, des propositions et de la pratique sur le terrain. Tout bouge en même temps: le terrain, les acteurs, la politique au Sénat et la jurisprudence qui évolue.

Nous préparons le travail pour qu'une conclusion politique puisse se dégager et pour effectuer un débat final au Sénat dès que possible. Les diverses positions sont compliquées, le débat est extrêmement technique et de grande importance symbolique.

Nous devrions formuler une position politique et chercher une majorité pour conclure. Ma position serait que le Parlement vote une loi provisoire, dans le sens que, bien que répondant correctement à Salduz, elle n'entraîne pas tout un débat de fond sur les 24 heures, donc une modification de la Constitution.

L'hypothèse que nous envisageons entraînera des frais. Faudra-t-il la présence d'un avocat à chaque fois? Sera-ce actif ou passif? Comment les avocats seront-ils prévenus? Nous réalisons des *callcenters*, autant d'éléments qui impliquent des coûts.

Qui paiera ces frais? Ces frais incombent-ils tous à l'État ou le client interviendra-t-il? Des chiffres faramineux ressortent déjà des premiers calculs réalisés. Nous finalisons actuellement des calculs plus spécifiques.

03.03 Marie-Christine Marghem (MR): Je considère que le délai de 24 heures doit être maintenu et qu'il serait possible d'organiser le tout en 24 heures.

Cependant, l'aide juridique ne devrait pas nécessairement être étendue à l'ensemble des personnes interpellées. Certaines ont les moyens de se défendre. D'ailleurs, de façon normale, elles le font quand, au bout d'une procédure inquisitoriale, menée par un parquet ou un juge d'instruction, elles se retrouvent devant une juridiction d'instruction ou de fond.

L'avocat doit être actif. Je comprends bien qu'avec une tradition inquisitoriale comme la nôtre, les magistrats pourraient se montrer réticents, puisqu'un élément extérieur s'introduirait dans l'enquête. La police, qui est en première ligne, pourrait exprimer la même réaction. L'assistance d'un avocat, dans la plupart des cas, est toutefois susceptible d'accélérer l'enquête, cela permettrait d'obtenir plus facilement des déclarations cohérentes et éviterait pas mal de devoirs d'enquête.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur "l'avancement du chantier du nouveau bâtiment judiciaire à Tournai" (n° 428)

04.01 Marie-Christine Marghem (MR): En novembre 2009, vous étiez venu à Tournai avec M. Reynders et aviez souhaité régler la situation déplorable des services judiciaires (dix implantations différentes).

En réponse à ma question du 1^{er} octobre 2009 (voir *Compte rendu analytique* 52 COM 647, p. 12-14), vous aviez indiqué que la meilleure solution serait de centraliser les services judiciaires dans une nouvelle implantation.

Le début de la phase 3 de rénovation du bâtiment de la rue du Château (appelé "L'Avenir") vient de commencer pour y installer la section civile du tribunal de première instance, le tribunal de la jeunesse, quelques locaux pour le parquet, le tribunal de commerce, le barreau, des locaux communs et un poste de police pour détenus mineurs.

Sachant que ces projets ne sont pas très avancés alors que le choix du terrain pour la construction d'un palais de justice qui rassemblerait tous les services est déjà posé, est-ce que l'appel d'offres pour le concours d'architecture relatif à la construction du bâtiment unique a été lancé?

Les acteurs de justice tournaisiens n'ont pas nécessairement envie de rejoindre le bâtiment rue du Château, alors qu'il n'y a pas de solution (notamment de parking) pour supporter la présence des services de justice à cet endroit.

Par contre, les locaux de la caserne Saint-Jean, près du terrain susceptible d'être choisi pour le bâtiment unique, sont impeccables, inoccupés et seraient prêts à accueillir une grande partie des acteurs de la justice tournaisienne.

04.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Nous avons arrêté un choix et le maintenons. Ce terrain dépend du ministère de la Défense et est situé à Antoing. Le dossier a été proposé en Conseil des ministres le 9 juillet 2010, même si la décision n'est pas définitive.

Vu l'importance du projet et son impact budgétaire (60 millions d'euros) et étant donné que le gouvernement est en affaires courantes, il est impossible à la Régie des Bâtiments de poursuivre le processus d'achat du terrain et l'étude du projet.

Toutes les parties concernées sont au courant de ce dossier important et le soutiennent. Entre-temps, le dossier pour la location du bâtiment sur le site Château-Remparts avance bien. Il s'agit bien d'une location de neuf ans destinée à héberger les services que vous avez cités.

S'il y a un problème de parking, il faudra en discuter avec la Régie des Bâtiments et la ville. Pour le reste, il y a un contrat de location et les travaux sont en cours. Dès que le Parlement en aura le pouvoir, on pourra avancer.

04.03 Marie-Christine Marghem (MR): Je ne manquerai pas d'interroger le vice-premier ministre Reynders et la ville de Tournai à ce sujet.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur "les déclarations de la nouvelle présidente du Conseil supérieur de la Justice" (n° 430)

05.01 Marie-Christine Marghem (MR): La question porte sur le renouvellement des postes vacants dans la magistrature. La présidente du Conseil supérieur de la Justice (CSJ) donne l'alarme en disant qu'à l'horizon 2015-2016, près de la moitié des magistrats devront être remplacés vu les retraites anticipées. En outre, vous aviez semestrialisé le processus de publication des vacations, qui est maintenant régularisé.

05.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Les procédures sont plus courtes que vous ne le dites; entre cinq et six mois. En considérant les 93 départs entre le 1^{er} décembre 2009 et le 31 décembre 2010, 18 % le sont pour limite d'âge, 4,3 % pour inaptitude physique, 6,4 % pour décès et 71 % pour retraite anticipée.

Des procédures sont prévues par le CSJ. Il y a une publication mensuelle des places vacantes. Je suis en contact avec le Conseil pour accomplir un travail d'anticipation et d'organisation de ces départs.

À Bruxelles, il y a un manque de candidats, certainement pour le parquet. Ce n'est pas uniquement la question de la pyramide des âges; il faut aussi qu'il y ait suffisamment de candidatures. Le problème est double.

05.03 Marie-Christine Marghem (MR): Plus le métier sera attractif, plus vous aurez de candidats. La balle est dans votre camp!

05.04 Stefaan De Clerck, ministre (en français): La balle était dans mon camp jusqu'au 22 avril, avec l'accord que j'avais obtenu pour la modernisation du paysage judiciaire.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Özlem Özen au ministre de la Justice sur "l'état des caves du palais de justice de Bruxelles" (n° 521)

06.01 Özlem Özen (PS): Un groupe de travail s'est penché sur l'état des caves du palais de justice de Bruxelles. Plus d'un million d'objets volés y sont stockés. La place commence à manquer.

Le groupe de travail propose des solutions concrètes, notamment de ne garder qu'un échantillon lorsqu'il s'agit de pièces identiques, d'indiquer la dangerosité des pièces d'une façon claire sur l'emballage et de vendre plus rapidement les objets saisis. Le groupe préconise aussi de déménager le greffe dans un hangar avec de véritables lieux de stockage adaptés. Quelle suite comptez-vous réserver à ces suggestions?

06.02 Stefaan De Clerck, ministre (en français): En termes d'initiative et d'approche, ce groupe de travail respecte le planning prévu, mais il est encore trop tôt pour pouvoir parler de solutions concrètes. Il y a lieu de tendre, sur plusieurs plans, vers une solution pour la problématique des pièces à conviction.

Que faire avec des armes, avec des munitions? Le problème existe. Je voudrais attendre le rapport définitif et ses recommandations avant d'entreprendre des démarches concrètes. Ce sera alors au gouvernement suivant de prendre des initiatives.

Cependant, il serait bon d'avoir des conclusions sur l'ensemble de la Belgique et sur une concertation entre ces auditeurs et l'administration en cours aujourd'hui.

06.03 Özlem Özen (PS): La situation est assez mauvaise, on a parfois l'impression de les voir entamer des fouilles archéologiques pour chercher des pièces qui ne correspondent pas toujours aux références. Il ne faut pas semer le doute en apportant une pièce erronée.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre de la Justice sur "les pratiques mises en œuvre par des démarcheurs publicitaires malhonnêtes" (n° 595)**

- **M. Karel Uyttersprot au ministre de la Justice sur "la lutte contre les démarcheurs publicitaires" (n° 640)**

- **M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les mesures de lutte contre les démarcheurs publicitaires" (n° 659)**

07.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Les démarcheurs publicitaires malhonnêtes ont gagné des millions d'euros en vendant des publicités de pacotille à des écoles, des entrepreneurs et des associations candides. Cet été, le ministre a annoncé qu'il profiterait de la présidence de l'Union européenne pour peaufiner la lutte contre ces démarcheurs publicitaires. Entre-temps, l'UNIZO a de son côté également élaboré un plan d'action contre les démarcheurs publicitaires.

Le ministre a-t-il déjà abordé le problème des démarcheurs publicitaires à l'échelon européen? Quel est le suivi réservé à ces infractions? Combien de sites internet ont-ils déjà été bloqués sur la base de l'article 39bis du Code d'instruction criminelle?

07.02 Karel Uyttersprot (N-VA): Ces démarcheurs publicitaires pourraient remporter sans problème le prix de l'entreprise véreuse la plus créative.

Il s'agit en l'occurrence non seulement de données erronées lors de l'envoi de courriers mais aussi de procédures d'annulation confuses. L'UNIZO a calculé que les recettes générées par ces pratiques véreuses s'élèvent à quelque 400 millions d'euros aux Pays-Bas.

L'Inspection économique a déjà dressé de nombreux procès-verbaux en Belgique mais les poursuites sont-elles menées systématiquement partout? De combien d'entreprises s'agit-il? Une concertation a-t-elle déjà eu lieu avec le Collège des procureurs généraux pour mettre fin à ces pratiques? Le ministre a-t-il déjà une idée du nombre de dossiers qui portent préjudice à notre économie et du montant dont il est question? Se concertet-il avec le ministre de l'Économie? Il faut également chercher une solution structurelle. Est-il juridiquement possible de publier les données relatives à ces démarcheurs véreux sur le site de l'Inspection économique? Pourrait-on, par le biais d'une circulaire, attirer l'attention des tribunaux compétents sur l'existence de ces pratiques?

07.03 Bert Schoofs (VB): Lors de la préparation de la présidence européenne, au début de l'année, j'avais proposé qu'on s'attaque au problème transfrontalier des démarcheurs publicitaires. L'UNIZO demande l'élaboration d'un dossier sur les pratiques de ces démarcheurs. Celui-ci serait adressé aux organes juridictionnels. La création d'un point d'information spécifique, comme aux Pays-Bas, est aussi demandée.

Le ministre entend-il réserver une suite aux propositions de l'UNIZO? Quelles initiatives ont déjà été prises en interne et à l'échelon international au cours de la présidence belge de l'UE?

07.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): J'ai également pris connaissance du communiqué de presse diffusé par l'UNIZO. La cour d'appel de Gand a rejeté une action en cessation intentée contre le *Deutscher Adressdienst*. Même si je ne connais pas cette affaire, je suis en mesure de vous faire savoir que le parquet de Bruxelles a intenté une action contre cette entreprise devant le tribunal correctionnel de Bruxelles en février 2010.

Les démarcheurs publicitaires malhonnêtes peuvent être attaqués par le biais d'une procédure civile pour non-exécution ou erreur. Il est également possible de lutter contre ce phénomène par le biais de la loi sur les pratiques du commerce, mais cette option n'est pas toujours aisée à mettre en œuvre. Le 15 février 2008, le tribunal de commerce de Gand a condamné le démarcheur publicitaire *Internetbedrijvengids* à cesser l'intégralité de ses pratiques commerciales malhonnêtes et trompeuses.

Je recommande aux victimes de ces pratiques de ne pas payer et de déposer immédiatement une plainte auprès de la direction générale Contrôle et Médiation du SPF Économie. Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification doit juger de la nécessité de créer un point de contact pour ce type de fraudes et dispose des compétences requises pour prendre des initiatives en la matière.

Nombre de ces entrepreneurs malhonnêtes opèrent au départ de pays hors-UE. La législation relative aux pratiques du commerce devrait être harmonisée au sein de l'Europe. Lorsque dans le cadre de la présidence européenne, j'ai chargé les services concernés de vérifier s'il était possible d'aborder ce sujet au Conseil des ministres de la Justice, il est apparu que ce point relevait plutôt de la compétence du Conseil des ministres de l'Économie. Je ne manquerai dès lors pas de m'entretenir de ce problème avec le ministre pour l'Entreprise et la Simplification.

L'approche pénale est le dernier maillon de la chaîne. Les différents parquets mènent régulièrement des actions contre ces pratiques malhonnêtes perpétrées par des entreprises étrangères. Ces actions ont déjà débouché à plusieurs reprises sur des condamnations et des amendes. L'accès aux sites internet de ces entreprises peut être bloqué sur la base de l'article 39bis du Code d'instruction criminelle. Je n'ai pas encore de statistiques sur le nombre de fois où cet article a été appliqué, mais je vous les communiquerai

ultérieurement.

J'ai abordé la question à l'occasion de la réunion du Collège des procureurs généraux du 6 mars 2009 et un inventaire des actions entreprises l'année dernière et des mesures à prendre sera établi lors de la prochaine réunion du Collège. J'ai également transmis au Collège une copie du programme d'action de l'UNIZO. Il fera l'objet d'un débat lors de la prochaine réunion et les éventuelles solutions au problème seront aussi étudiées. Le dossier a été inscrit depuis mai 2009 à l'ordre du jour du groupe de travail ECOFINFISC où siègent des magistrats spécialisés dans les dossiers économiques, financiers et fiscaux et ils assurent un suivi systématique de cette question. L'éventuelle qualification d'escroquerie ou de fraude telle que définies à l'article 496 du Code pénal est examinée dans chaque dossier.

Dès qu'on s'attaque à un phénomène en particulier, une autre technique ou méthode apparaît au départ d'un autre pays. Il n'y a pas d'approche uniforme du problème. Pour pouvoir lutter efficacement contre ce fléau, chacun doit rester vigilant et réagir vite. Les textes législatifs sont suffisamment nombreux pour permettre de prendre des initiatives.

07.05 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Le ministre et son collègue compétent en matière d'Économie sont étroitement concernés par ce dossier. Une législation permet déjà, sur le plan du droit civil, de lutter contre ce phénomène, mais elle n'est pas toujours assez flexible. L'UNIZO a déjà mené de nombreuses actions pour sensibiliser nos entrepreneurs.

Il faut attirer l'attention des parquets sur les manquements. J'ai plusieurs exemples de procès-verbaux dressés par l'Inspection économique mais les parquets ne donnent pas d'informations sur les poursuites.

Le problème, c'est que les démarcheurs publicitaires s'adaptent très vite. Notre législation permet de déclarer la faillite d'une entreprise et de démarrer une nouvelle société, qui reprend à son compte les contrats en cours. Ces entreprises opèrent depuis des États membres n'ayant pas transposé la directive sur la publicité trompeuse, comme les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Espagne et le Luxembourg. Il faut remédier d'urgence à cette situation. Une initiative législative européenne est encore nécessaire. Nous devons soutenir la proposition de l'UNIZO et amender la directive du Parlement européen en y insérant une liste des pratiques trompeuses.

07.06 Karel Uyttersprot (N-VA): Des centaines de procès-verbaux ont déjà été dressés mais les parquets n'y accordent aucune priorité.

La liste des entreprises véreuses pourrait-elle être publiée sur l'internet?

07.07 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Théoriquement oui mais ce n'est pas chose aisée parce que cela nécessite des accords très clairs en matière de respect de la vie privée. En outre, je me demande si on règlera le problème en plaçant la liste de ces entreprises sur le site de l'Inspection économique.

07.08 Karel Uyttersprot (N-VA): Aujourd'hui, on n'intervient qu'après coup. Les personnes qui ne paient pas sont poursuivies mais nous ignorons complètement combien de personnes sont tombées dans le panneau et paient docilement.

07.09 Bert Schoofs (VB): Le VOKA et l'UNIZO demandent avec insistance qu'une approche *sui generis*, c'est-à-dire spécifiquement dirigée contre ces sociétés véreuses, soit suivie. À mes yeux, il y a deux possibilités: soit les États membres dressent eux-mêmes une liste des *worst practices* qu'ils communiquent aux autres États membres, soit une liste des *best practices* est dressée à l'échelon européen, liste dont il ne pourrait être dérogé. Les États membres devraient dès lors incorporer ce droit européen dans leurs propres règles.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- Mme Sonja Becq au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la confiscation d'avantages patrimoniaux" (n° 607)
- Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "la transposition de la décision-cadre européenne

relative à la confiscation des avoirs à l'étranger de criminels condamnés" (n° 632)

08.01 Sonja Becq (CD&V): Cette question fait en réalité suite à une question que j'ai déjà posée au ministre Reynders afin d'avoir une idée précise des confiscations. Jusqu'à ce jour, les produits de délits internationaux ont pu être confisqués chez nous. Il existe une directive européenne qui facilite cette opération. Selon le ministre Reynders, les confiscations ne sont pas l'objet d'une comptabilité. Nous craignons de subir un manque à gagner et c'est la raison pour laquelle je préconise de rendre rapidement opérante la directive européenne.

Des mesures de confiscation ont-elles été prises au cours des quatre dernières années concernant des biens ou des capitaux transférés dans des pays hors UE? Qu'en est-il de la transposition de la décision-cadre européenne? La présidence belge pourrait-elle fournir un effort supplémentaire à cette fin?

08.02 Sophie De Wit (N-VA): J'ai constaté, dans mon métier d'avocat, qu'un arrêté-cadre européen stipule que les biens obtenus par voie de crime à l'étranger, peuvent être confisqués. Ces règles n'ont toutefois pas encore été transposées en droit belge alors que le délai avait été fixé au mois de novembre 2008. Il suffit donc aux organisations criminelles de déplacer leurs marchandises à l'étranger. C'est pourquoi je propose d'appliquer les mêmes règles qu'aux Pays-Bas et de ne plus laisser passer les recettes substantielles.

Pourquoi la transposition n'a-t-elle pas encore été réalisée? Quand le sera-t-elle? Le ministre peut-il évaluer ce que la transposition rapporterait à notre pays? J'aurais également aimé disposer de quelques chiffres et statistiques.

08.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Il est erroné de croire qu'il n'est actuellement pas possible de confisquer des avantages patrimoniaux étrangers par le biais d'une coopération judiciaire. La coopération entre les États membres est déjà possible en vertu d'un traité du Conseil de l'Europe datant de 1990, modifié en 2005 et ratifié par la Belgique le 17 septembre 2009. Ces traités ont été transposés en droit belge par les lois du 20 mai 1997 et du 20 juillet 2006. Le nouvel arrêté-cadre a pour seul objectif d'améliorer la collaboration et de la rationaliser en appliquant, dans l'ensemble de l'Union européenne, le principe de la reconnaissance mutuelle également pour les décisions judiciaires de confiscation et les sanctions pécuniaires.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, la Belgique a reçu 20 demandes de l'étranger relatives à l'exécution de confiscations. Toutes ces demandes proviennent d'États membres de l'Union européenne. Par ailleurs, du 1^{er} janvier 2005 à ce jour, 49 demandes ont été envoyées en vue de l'exécution d'une confiscation belge à l'étranger. La plupart de ces demandes sont adressées à des États membres de l'Union européenne. Quelques autres demandes s'adressent à des États membres du Conseil de l'Europe, comme la Suisse et l'Albanie.

Les demandes qui ont uniquement pour objet la confiscation d'avantages patrimoniaux ne sont pas fréquentes en raison de la complexité de la procédure à suivre. Il est dès lors difficile d'évaluer la perte de revenus.

La mise en œuvre de l'arrêté-cadre aura donc peu d'incidence réelle. Dans chaque juridiction, des jugements et des arrêtés impliquent sans doute également la confiscation d'avantages patrimoniaux illégaux. Une demande de transfert de l'exécution de la confiscation peut être envoyée uniquement lorsque les décisions judiciaires sont définitives et qu'elles concernent des avantages patrimoniaux confisqués qui se trouvent dans un État qui a signé l'un des traités en la matière.

Vient alors la procédure judiciaire en vue de l'exécution effective de la confiscation belge d'avoirs. Mais ces avoirs ne sont pas pour autant disponibles. Malheureusement, après une longue période, les avantages patrimoniaux ont pour ainsi dire disparu alors que des frais élevés ont été supportés.

Il appartient au juge de répartir les avoirs, en principe au moment de la décision relative à l'exécution de la confiscation à l'étranger. Certains pays appliquent une législation en vertu de laquelle tous les avoirs confisqués disparaissent dans leur propre trésorerie et ne sont pas répartis. Jusqu'en 1997, il en allait de même en Belgique.

Par ailleurs, la Belgique ne peut pas toujours revendiquer l'intégralité du montant des avoirs confisqués. Dans la mesure où l'enquête a également été menée par les États requis et/ou tiers, ceux-ci peuvent également exiger une partie du montant.

Il existe un avant-projet de loi transposant l'arrêté-cadre. Il a déjà été transmis pour avis au Conseil d'État en 2009. Sur la base de l'avis du Conseil d'État, le projet a été adapté. Il devait être examiné le 10 mai 2010. En raison de la chute du gouvernement, le projet de loi est resté en suspens. Le texte est néanmoins prêt et à la disposition du Parlement. Il s'agit d'un texte transposant trois arrêtés-cadre européens. Il est mis en œuvre par l'élargissement du champ d'application de la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de la reconnaissance mutuelle.

Il n'est donc pas gravement nui à la pratique. Quoi qu'il en soit, la transposition doit être réalisée et si le Parlement le demande explicitement, le projet peut être considéré comme une exception en raison du contexte européen et être quand même examiné dans le cadre des affaires courantes.

08.04 Sonja Becq (CD&V): Contrairement à ce qu'affirme le ministre Reynders, une possibilité s'offre d'ores et déjà. Je suppose que si le ministre s'abstient de commenter les résultats, c'est parce que les procédures ne sont pas encore clôturées.

La directive européenne faciliterait la coopération et j'insiste dès lors pour que l'on s'active à sa transposition. Le cas échéant, nous pouvons procéder par le biais de propositions de loi.

08.05 Sophie De Wit (N-VA): Il me semble logique que nous nous attelions à la transposition au Parlement.

08.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): J'adhère à votre point de vue.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "l'acquittement d'un juge pénal anversoï" (n° 526)

09.01 Carina Van Cauter (Open Vld): En mai 2009, un juge pénal anversoï a pris une décision controversée dans le cadre du vol d'un appareil GPS. Il a prononcé la libération du voleur parce qu'une précédente peine d'emprisonnement n'avait pas été exécutée et que l'auteur pouvait donc commettre de nouveaux faits. Il a évoqué la théorie de la provocation dans cette affaire. Le procureur général a ouvert une procédure judiciaire contre le juge pour déni de justice. Le président du tribunal l'a transféré vers une chambre des divorces par mesure d'ordre et une procédure disciplinaire a été ouverte. Dans l'intervalle, le juge a été acquitté du déni de justice.

La mesure d'ordre à son encontre a-t-elle également été levée dans l'intervalle? Ne s'agissait-il pas plutôt dans ce cas d'une mesure disciplinaire? Dans la négative, qu'entend le ministre par 'mesure disciplinaire prise sous la forme d'une mesure d'ordre'? Comment un magistrat peut-il se défendre contre une telle mesure? Le ministre prendra-t-il des initiatives pour que le droit disciplinaire soit adapté?

09.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): À ma connaissance, le juge concerné n'a pas fait l'objet d'une mesure d'ordre au sens de l'article 406 du Code judiciaire. Une procédure disciplinaire est en cours, mais aucune mesure d'ordre ou disciplinaire n'a encore été prise. Il n'existe pas de mesure disciplinaire revêtant la forme d'une mesure d'ordre et il est dès lors impossible d'en donner une définition. La loi stipule qu'un recours peut être introduit contre une mesure d'ordre ou disciplinaire. Un ordre de service constitue une matière complètement différente. Mme Van Cauter a participé au débat sur le droit disciplinaire qu'il faut effectivement modifier. Une ébauche de projet est prête à être débattue, mais le gouvernement étant en affaires courantes, aucune suite ne lui a provisoirement été réservée. Les textes de base pour le débat sur le nouveau droit disciplinaire sont donc effectivement disponibles.

09.03 Carina Van Cauter (Open Vld): S'agissait-il d'une mesure de service ou d'une mesure d'ordre? Le

ministre affirme à présent qu'il s'agissait d'une mesure de service, alors qu'il était question à l'époque d'une mesure d'ordre. On a confié une autre mission à la personne concernée qui ne disposait d'aucun moyen de recours légal. Je constate que le ministre et son groupe sont disposés à modifier le droit disciplinaire, afin qu'une personne puisse se défendre à l'avenir contre ce type de mesures.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la fausse immigration de travail" (n° 530)

10.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Le 23 octobre 2010, le quotidien *De Standaard* a brossé un tableau de la migration illégale. Il semblerait ainsi que dans certains cas des migrants issus de pays de l'Union européenne achètent de faux contrats de travail à une société fantôme et obtiennent ainsi un droit de séjour en Belgique et bénéficient des avantages de la sécurité sociale.

Dans combien de cas ce mécanisme de fraude a-t-il été détecté? Quels sont les moyens mis en œuvre pour y remédier? Comment s'organisent les échanges d'informations entre l'Office des Étrangers, l'Office national de la Sécurité sociale, les CPAS et les parquets pour récupérer le préjudice subi?

10.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le recours à de faux contrats de travail en vue de l'obtention d'un permis de séjour constitue une des pratiques observées en matière de fraude sociale, au même titre que l'utilisation de faux certificats de chômage, de faux C4 et de fausses fiches de salaire. Je vous renvoie à cet égard notamment aux réponses données par Mme Milquet à de précédentes questions écrites.

Une task force a été créée au sein de l'ONEm dans le but de déceler la fraude sociale basée sur des C4 frauduleux. Un autre mécanisme de fraude consiste, pour des indépendants fictifs, à abuser des caisses d'assurances sociales. Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude a prévu dans son deuxième plan d'action des initiatives visant à optimiser la collaboration entre les services de l'INASTI, le services des Autorisations économiques du SPF Économie et l'Office des Étrangers dans le but de lutter contre les abus relatifs au statut social des indépendants.

Le Collège des procureurs généraux ne dispose pas de statistiques sur ce problème spécifique. Une action publique en cours au tribunal du travail de Bruxelles concerne un dossier de fraude spécifique.

Le Code pénal social, créé par la loi du 6 juin 2010, fournit des instruments importants permettant de réagir avec davantage de fermeté, tant sur le plan administratif que juridique. Je vous renvoie à l'article 51 de cette loi, aux articles 433*quinquies* et 433*octies* du Code pénal et aux articles 77*bis* à 77*quinquies* de la loi du 15 décembre 1980.

Grâce au Service de Recherche et d'Information Sociale, les contrôles en matière de travail au noir, de non-paiement des cotisations sociales et d'autres formes de fraude sociale sont nettement plus nombreux. Je me réfère en l'occurrence à ma réponse à la question n° 19811.

L'Office des Étrangers, l'ONSS et les CPAS ne ressortissent pas à ma compétence. Conformément à l'article 29 du Code d'instruction criminelle, tout délit doit être porté à la connaissance du procureur du Roi compétent. Concernant la transmission d'informations, je me réfère à l'article 29 et à l'obligation de déclaration auprès du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, par le biais de l'administration ou en recourant aux autres moyens disponibles.

10.03 Carina Van Cauter (Open Vld): Une série d'initiatives ont été prises récemment. Le Code pénal social n'entrera en vigueur qu'en 2011. Sur le terrain, les abus sont toujours légion. Il s'agira donc de redoubler les efforts. Je constate qu'en matière de migration illégale, l'Office des Étrangers ne dispose toujours pas des informations nécessaires. Une concertation avec l'Office a montré que celui-ci ne juge pas nécessaire de pouvoir accéder à la Banque-Carrefour des Entreprises et qu'apparemment, les informations ne sont pas transmises systématiquement. Ce point requiert toute notre attention si l'on veut intervenir efficacement.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Veerle Wouters au ministre de la Justice sur "la procédure de règlement des litiges portant sur des montants de faible importance dans des affaires transfrontalières" (n° 635)

11.01 Veerle Wouters (N-VA): En vue de régler les litiges de consommation transfrontaliers, le règlement européen 861/2007 du 11 juillet 2007 permet de saisir un tribunal national par le biais d'une procédure simple et peu coûteuse qui est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009 mais qui reste peu connue.

À combien de reprises la procédure a-t-elle déjà été utilisée? Comment le ministre de la Justice a-t-il concrétisé la mise en œuvre du règlement? Peu d'informations sont disponibles sur le règlement. Ne serait-il pas utile de publier un commentaire de la procédure sur le site internet de la Justice?

Les États membres doivent garantir l'information des parties concernant les questions juridiques et ces parties doivent bénéficier d'une assistance lorsqu'elles complètent le formulaire. Quelles instances sont chargées de ces tâches?

Le site de l'Atlas Judiciaire Européen mentionne que selon la procédure civile belge, appel peut être interjeté auprès du tribunal de première instance, du tribunal de commerce ou de la cour d'appel compétente. Cette mention est-elle en conformité avec les informations que le gouvernement belge a communiquées à la Commission européenne? Est-elle bien conforme à l'article 616 du Code judiciaire aux termes duquel les jugements du tribunal de première instance et du tribunal de commerce qui statuent sur une demande dont le montant ne dépasse pas 1 860 euros sont rendus en dernier ressort? Idem pour les jugements du juge de paix qui statuent sur une demande dont le montant ne dépasse pas 1 240 euros. Le montant des petites demandes ne pourrait-il pas être porté à 2 000 euros de manière à assurer dorénavant une certaine uniformité?

11.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Il ressort d'une enquête réalisée par le Conseil supérieur qu'à peu près soixante de ces demandes ont été introduites, principalement auprès des justices de paix.

Selon le Traité sur l'Union européenne, un règlement a une portée générale et entre en vigueur sans devoir être transposé en droit national. Par conséquent, le règlement 861/2007 a été pleinement en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2009 sans qu'une législation d'application ait été nécessaire.

Le citoyen peut trouver des informations concernant ce règlement à la rubrique Droit communautaire européen du site du SPF Justice, sur le site du Réseau Judiciaire Européen en matière civile et commerciale, et par le canal du portail e-Justice européen. En outre, le Réseau Judiciaire Européen en matière civile et commerciale collabore avec le Centre européen des Consommateurs en Belgique ainsi qu'avec Test-Achats afin de faire mieux connaître ce règlement.

Aucune instance en particulier n'a été chargée d'un accompagnement pour compléter les formulaires. Il incombe au greffe des tribunaux compétents de faire en sorte que les parties reçoivent l'assistance pratique qui doit être accordée conformément à l'article 11 du règlement.

La mention sur le site de l'Atlas Judiciaire Européen en matière civile est conforme aux informations que le gouvernement belge a communiquées à la Commission européenne.

Mme Wouters se réfère à l'article 616 du Code judiciaire mais elle veut sans doute parler de l'article 617. Le règlement 861/2007 est un outil juridique communautaire qui, pour uniformiser les systèmes juridiques des États membres, impose des règles propres qui peuvent toutefois varier. C'est ce qui explique les différents montants. Je ne prendrai pas d'initiative légale pour changer cet état de choses. Ce point pourra être débattu à l'avenir mais le Conseil supérieur ne m'a adressé aucun signal indiquant que cela serait nécessaire.

11.03 Veerle Wouters (N-VA): L'édition d'une brochure d'information, comme cela se pratique dans d'autres pays, ne me paraît pas une mauvaise idée. Je persiste à préconiser le relèvement du montant à 2 000 euros. Ainsi, une personne qui a effectué un achat pour une valeur, disons, de 1 900 euros – juste au-dessus du

maximum actuel de 1 860 euros – pourra néanmoins s'adresser au juge de paix.

L'incident est clos.

12 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les accords de reprise et de réadmission" (n° 671)

12.01 Peter Logghe (VB): Des voix s'élèvent dans divers milieux pour plaider avec insistance en faveur de conventions de réadmission et de reprise avec des pays tiers pour les étrangers illégaux et condamnés. Où en est le dossier?

12.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Il convient d'établir une distinction entre les conventions de réadmission concernant les étrangers indésirables et les illégaux, d'une part, et les conventions de transfèrement de personnes condamnées, d'autre part. Pour les questions relatives aux conventions de réadmission, je vous renvoie au secrétaire d'État Wathelet.

L'autorité centrale de coopération internationale en matière pénale est chargée du traitement des dossiers dans le cadre des conventions de transfèrement. Les procédures s'appuient sur la Convention européenne de transfèrement du 21 mars 1983, ainsi que sur le protocole additionnel à cette convention du 18 décembre 1997. En vertu du protocole additionnel, les détenus étrangers peuvent être transférés dans leur pays d'origine pour y purger leur peine, sans que leur consentement préalable ne soit requis. Ce protocole additionnel a déjà été signé par 35 pays et la Belgique souhaite amener un maximum de pays à le ratifier. La signature d'un instrument bilatéral est proposée aux pays qui ne désirent pas adhérer à la convention.

Des négociations avec la République démocratique du Congo, l'Albanie, le Kosovo et le Maroc ont débouché sur la signature d'une convention de transfèrement sans le consentement du condamné. Ces accords doivent encore être ratifiés. Cette question ne s'inscrit pas dans les affaires courantes et nous ne pouvons dès lors entreprendre aucune nouvelle démarche pour l'instant. Pour ce qui concerne la convention Belgique-Maroc, le 12 février 2009, la Belgique a adopté une loi d'assentiment qui est actuellement soumise à la procédure de ratification au Maroc.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, 212 détenus étrangers ont introduit une requête pour purger leur peine de prison dans leur pays d'origine ou de résidence. Au total, 51 d'entre eux ont été transférés.

Le protocole additionnel est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2005. Depuis lors, 320 dossiers ont déjà été examinés, ce qui a conduit au transfèrement de 30 personnes vers leur pays d'origine ou de nationalité. Par ailleurs, deux Belges ont également été transférés de force des Pays-Bas.

Le principe est communément admis dans les traités internationaux mais la mise en œuvre pratique reste plus qu'aléatoire en raison de l'absence d'instruments légaux contraignants.

12.03 Peter Logghe (VB): Le nombre de 70 transfèrements seulement est décevant, tout comme l'immobilisme en ce qui concerne le traité qui doit encore être ratifié par le Maroc.

L'incident est clos.

13 Questions jointes de

- M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "le montant de 115 millions d'euros de saisies inscrit comme recettes dans le budget" (n° 676)
- Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation (OCSC)" (n° 684)
- M. Bert Schoofs au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la prise en compte dans le budget 2009 d'un montant de 115 millions d'euros provenant de saisies judiciaires" (n° 754)
- M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur "les fonds prélevés par le gouvernement fédéral sur les comptes de l'OCSC dans le cadre du budget 2009 et considérés comme recettes illégales par la Cour des comptes" (n° 784)
- M. Jean Marie Dedecker au ministre de la Justice sur "le fonctionnement de l'OCSC et le licenciement

de son directeur, M. Destrebecq" (n° 877)

13.01 Renaat Landuyt (sp.a): Le quotidien *De Tijd* a récemment publié un article sur un rapport de la Cour des comptes qui révèle que 115 millions d'euros de capitaux saisis par la Caisse de Dépôts et Consignations ont été versés au Trésor. Les capitaux saisis ou confisqués ont, dans un premier temps, été versés par la banque privée à la Caisse des Dépôts et Consignations qui les a ensuite versés au Trésor.

Deux éléments importants dans ce dossier sont les relations entre le ministre de la Justice et l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation (OCSC), ainsi que le rôle joué par le Collège des procureurs généraux. Il semble que certains n'aient pas compris que des capitaux versés par une banque privée à une banque publique, finissent dans les caisses du Trésor.

Il me revient que le gouvernement a décidé aujourd'hui de reverser les capitaux à la Caisse des Dépôts et Consignations, où il me semble qu'ils auraient dû rester. Contrairement à son collègue des Finances, le ministre de la Justice n'a pas été impliqué dans ce précédent transfert vers le Trésor, et il semble que le débat porte actuellement sur la question de savoir si le gouvernement peut ou non utiliser des capitaux de la Caisse des Dépôts et Consignations. Personnellement, je ne le pense pas, mais quelle est l'attitude du gouvernement en la matière?

J'exige des garanties que l'argent versé à la Caisse des Dépôts et Consignations ne pourra jamais être utilisé par un banquier, même si ce dernier n'est autre que l'État.

De qui émane cette décision et quand cette dernière a-t-elle été prise? Il n'est pas certain que ceux qui ont décidé d'aller retirer l'argent auprès des banques privées savaient que ces fonds aboutiraient en définitive au Trésor.

Les mécanismes de contrôle respectifs ont-ils fonctionné? Les règles établissant les compétences de décision ont-elles été respectées?

13.02 Sophie De Wit (N-VA): Dans sa réponse à ma question précédente sur les raisons du licenciement du directeur de l'OCSC, le ministre a cité un manque de communication après une décision du Conseil des ministres. Dans cette même réponse, le ministre a dit que le versement de 115 millions d'euros à la Caisse des Dépôts et Consignations était "établi légalement". Or, il apparaît à présent que la Cour des comptes considère que ces 115 millions d'euros ont été retirés illégalement de l'OCSC et qu'elle a ouvert une enquête. En effet, des fonds provenant de la Caisse des Dépôts ne peuvent jamais être considérés par l'État comme des recettes.

Qui a pris la décision de faire verser les 115 millions d'euros par l'OCSC à la Caisse des Dépôts et Consignations? Comment accorder cette décision avec les dires du ministre selon lesquels "le versement des 115 millions d'euros était établi légalement"?

L'avis de l'OCSC et du Collège des procureurs généraux a-t-il été demandé? Que pense le ministre de cette transaction? S'agit-il d'une erreur comptable? Des fonds qui aboutissent dans la Caisse des Dépôts peuvent-ils être considérés comme des recettes de l'État?

13.03 Bert Schoofs (VB): Celui qui a pris cette décision s'est-il basé sur des précédents?

13.04 Jean Marie Dedecker (LDD): Le ministre peut-il nous fournir une copie du rapport de la Cour des comptes?

Pourquoi la somme d'argent en question a-t-elle été affectée à l'embellissement du budget du gouvernement en dépit de l'avis de la Cour des comptes?

Le ministre peut-il confirmer que le licenciement du directeur de l'OCSC n'a absolument aucun rapport avec ce transfert douteux?

Le ministre connaît-il le montant de la perte encourue à la suite de l'achat et de la vente des obligations

d'État?

Est-il exact que les moyens de fonctionnement financiers de l'OCSC proviennent en partie des fonds saisis? Dans l'affirmative, sur quelle base ces montants sont-ils déduits des fonds saisis?

M. Desterbeck a-t-il demandé la réalisation de l'audit interne de sa propre initiative? Le lui a-t-on reproché? L'audit peut-il être mis à la disposition du Parlement?

13.05 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je ne peux répondre que dans les limites de mes compétences. Nous avons décidé ce matin en Conseil des ministres de reverser le montant sur le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, comme je l'ai toujours demandé.

Lors du Conseil des ministres du 23 octobre 2008, il a été décidé que la somme de 115 millions d'euros obtenue par l'OCSC à la suite d'une aliénation serait versée à la Caisse des Dépôts et Consignations. Il s'agit d'une procédure normale qui fonctionne correctement en général. Lorsque j'ai pris mes fonctions de ministre, j'ai appris que l'OCSC n'avait pas encore versé ce montant dans la Caisse des Dépôts et Consignations et j'ai ensuite insisté pour que la décision du Conseil des ministres soit exécutée. Le gouvernement a confirmé cette demande le 6 mars 2009.

La décision du Conseil des ministres se fonde sur l'article 11 de la loi de 2003 relative à l'OCSC qui stipule que l'OCSC peut verser les sommes obtenues soit sur le compte d'une institution bancaire soit à la Caisse des Dépôts et Consignations. Étant donné que le contrat conclu entre l'OCSC et ING était arrivé à terme, les versements ont toujours été effectués en faveur de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cette opération est donc parfaitement légale. L'article 4 de l'arrêté royal du 18 mars 1935 relatif à la Caisse des Dépôts et Consignations stipule que cet organe est une administration indépendante sous l'autorité immédiate du ministre des Finances et que les fonds qui lui sont confiés ne peuvent pas être confondus avec les fonds du Trésor.

L'OCSC a versé le montant dans la Caisse des Dépôts et Consignations le 24 décembre 2009. Cette somme de 115 millions d'euros aurait toutefois été versée le 29 décembre 2009 au Trésor sur le compte Recettes de trésorerie. Je ne l'ai pourtant jamais demandé. Dans mon courrier du 20 octobre 2009 au Collège des procureurs généraux, j'ai explicitement souligné l'interdiction de confondre cette somme avec le patrimoine de l'État. Cette mention explicite figure d'ailleurs également dans un projet de rapport de la Cour des comptes relatif à ce versement.

(*En français*) En octobre 2009, dans un dernier rappel, le ministre de la Justice précise que ce montant ne sera pas confondu avec le patrimoine propre de l'État, conformément à la législation relative à l'organisation et au fonctionnement de l'OCSC.

(*En néerlandais*) Le Collège des procureurs généraux m'a informé en mars 2010 de ce versement au Trésor. J'ai alors adressé une lettre au ministre des Finances lui indiquant que ce montant devait être restitué. La décision en ce sens a été prise aujourd'hui. En ce qui me concerne, l'erreur est donc réparée et il appartient à la Cour des comptes de prendre toute initiative utile.

M. Landuyt a demandé à partir de quand les montants en possession de l'OCSC sont définitivement confisqués ou acquis. Il est en effet normal qu'à partir de ce moment les moyens soient versés au Trésor puisqu'ils ne sont plus conservés en tant que "fonds de tiers" mais appartiennent à l'État. Il s'agit en l'occurrence d'un problème d'ordre comptable. Qu'en est-il dossier par dossier, montant par montant? Comment l'OCSC maîtrise-t-il tout cela? Le montant de 115 millions était peut-être disponible parce qu'il était définitivement acquis.

Cela n'a pas encore été clarifié jusqu'à présent.

J'ai démis le directeur de l'OCSC de ses fonctions en raison de problèmes de gestion. Je souhaite mieux comprendre comment les dossiers y sont traités, comment tout est contrôlé et suivi, comment les montants

sont transférés et à partir de quand des montants sont disponibles, et lesquels. Le fonctionnement de l'OCSC doit devenir plus transparent.

Le ministre des Finances a demandé si la Caisse des Dépôts et Consignations doit continuer à fonctionner de la même manière. Il a été décidé de charger un groupe de travail de trouver la meilleure méthode pour effectuer les transferts de la Caisse des Dépôts et Consignations au Trésor. Les conclusions pourraient encore se faire attendre quelque temps. Aucune enquête pénale n'est en cours dans le cadre de ce dossier et je n'ai moi-même déposé aucune plainte.

Je rappelle une fois de plus que le licenciement du directeur de l'OCSC n'est pas fondé sur ce fameux virement et que l'opération, telle qu'elle était initialement prévue, est légale. Je constate simplement qu'un transfert des fonds a tout de même été effectué malgré ma référence explicite aux dispositions légales pertinentes et indépendamment de ma volonté.

Ce qui a toutefois également contribué au licenciement, c'est le manque de communication après les décisions des Conseils des ministres des 23 octobre 2008 et 6 mars 2009, ainsi que l'attitude adoptée par M. Desterbeck. Il a en effet estimé qu'en sa qualité de directeur général, il pouvait disposer selon sa propre volonté, unilatéralement et sans le moindre respect des formalités, des fonds très importants de l'OCSC.

Je n'ai pas connaissance d'un audit demandé par le directeur sur le fonctionnement de l'OCSC. À la requête également du Collège des procureurs généraux, le SPF Justice a demandé la réalisation d'un audit, toujours en cours.

Le dossier de l'OCSC est un dossier inscrit à l'ordre du jour de chacune des réunions du Collège des procureurs généraux depuis le début 2009 et j'ai également régulièrement consulté le Collège à propos du fonctionnement de l'OCSC.

Le fonctionnement de l'OCSC n'est pas financé par les moyens de fonctionnement ou grâce aux résultats engrangés par cet organe.

13.06 Renaat Landuyt (sp.a): Le deuxième versement – de la Caisse des Dépôts au Trésor – n'a rien d'une "petite erreur comptable", étant donné qu'il s'agit d'une transaction interdite. Le Collège des procureurs généraux a signalé cette possible infraction, de sorte que je me demande pourquoi ils ne se sont pas appliqué l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

Le ministre des Finances a déclaré qu'il avait été décidé le 23 octobre 2008 que ce montant serait inscrit au budget comme "recettes occasionnelles". Il n'a rien déclaré sur l'opération légale qui permet de verser des fonds à la Caisse des Dépôts. Le ministre me paraît prendre fort à la légère cette décision d'inscrire le montant comme recette occasionnelle. Qui était concrètement impliqué dans cette manœuvre illégale?

13.07 Sophie De Wit (N-VA): Je ne comprends effectivement pas que le Collège des procureurs généraux n'ait formulé aucun avis ou n'ait pris aucune position à ce sujet.

13.08 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): J'ai réagi dès que j'ai été informé du transfert de capitaux.

13.09 Sophie De Wit (N-VA): Mais le Collège s'est contenté d'informer sans entreprendre la moindre action. Cette absence de réaction me surprend. J'entends une nouvelle fois parler d'une erreur comptable alors que cette transaction a effectivement été enregistrée en 2009 dans la rubrique des recettes diverses et fortuites.

Cette erreur a été rectifiée et c'est là une donnée essentielle.

13.10 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Les capitaux versés doivent évidemment être comptabilisés.

13.11 Sophie De Wit (N-VA): Mais ils sont enregistrés en tant que recettes et comme étant définitivement acquis.

13.12 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Parce qu'une partie est considérée comme définitivement acquise.

13.13 Renaat Landuyt (sp.a): Le remboursement entraîne une réduction de la peine et constitue une circonstance atténuante, sans toutefois annuler la faute.

13.14 Jean Marie Dedecker (LDD): Il s'agit en réalité d'un aveu d'usage impropre.

13.15 Bert Schoofs (VB): Il faut en tout cas déterminer la responsabilité politique. Le gouvernement a commis une sérieuse bétise lors de l'un ou l'autre exercice budgétaire.

13.16 Jean Marie Dedecker (LDD): Le ministre a déclaré que M. Desterbeck se voit reprocher un manque de loyauté. Officiellement toutefois, aucune enquête disciplinaire ni administrative n'a encore été ouverte. Je trouve même particulièrement curieux qu'alors qu'il pouvait faire usage de son droit d'injonction positive, le ministre ait fait appel au Collège des procureurs généraux.

13.17 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): L'OCSC ressortit directement à la responsabilité des procureurs généraux, qui se sont adressés immédiatement à moi. Je me suis ensuite adressé moi-même au Trésor.

Il s'agit d'une faute à propos de laquelle il a été décidé qu'elle sera corrigée. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une question pénale.

13.18 Jean Marie Dedecker (LDD): M. Desterbeck a acheté ces obligations en son temps en bon père de famille, opération qui ressortissait parfaitement à sa compétence. Et voilà qu'il a soudain été mis sous pression pour les vendre et verser l'argent au Trésor.

Que va coûter toute cette opération au contribuable?

13.19 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Une moins-value a en effet été subie sur l'achat et la vente des OLO, mais l'analyse est toujours en cours.

13.20 Jean Marie Dedecker (LDD): Il s'agit apparemment d'une perte de plus d'un million d'euros.

13.21 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je ne vais pas me lancer ici dans une improvisation à propos du montant exact de la moins-value subie. Ce que je cherche à savoir, c'est quelles transactions engendrant une moins-value ont été réalisées pendant le mandat de M. Desterbeck. Pour les OLO achetées et revendues en fonction de ce montant de 115 millions, une moins-value a en effet été comptabilisée, mais je n'oserais prétendre que cette interprétation est partagée par tous.

13.22 Jean Marie Dedecker (LDD): Nous parlons d'un montant de plus d'1 million d'euros pour une opération qui a constitué, en fin de compte, un usage abusif. À mes yeux, on ne saurait en faire reproche à M. Desterbeck.

13.23 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): J'ai insisté avec force auprès du magistrat concerné pour que le montant soit reversé, conformément à ce que prévoit la loi. Les autres aspects du dossier ne ressortissent pas à ma compétence.

13.24 Jean-Marie Dedecker (N-VA): Mais quelle faute M. Desterbeck a-t-il donc commise? Et en ce qui concerne l'OCSC, le ministre a demandé d'urgence un plan de gestion. À l'initiative de qui un consultant externe a-t-il été désigné?

13.25 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Qu'entendez-vous exactement par "consultant externe"? C'est un membre de mon administration qui a réalisé la radioscopie.

13.26 Jean Marie Dedecker (LDD): En tout état de cause, une série d'éléments de ce dossier n'ont pas

encore été clarifiés. Ainsi, le fait qu'aucune enquête disciplinaire ni pénale n'ait encore été réalisée ne manque pas de me surprendre.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 12 h 59.

De vergadering wordt geopend om 10.29 uur en voorgezeten door mevrouw Sarah Smeyers.

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Valérie Déom** aan de minister van Justitie over "het rapport van de Commissie van wijzen belast met het onderzoek van het statuut van de bedienaars van de erkende erediensten" (nr. 371)
- de heer **Denis Ducarme** aan de minister van Justitie over "de resultaten van de werkgroep betreffende de financiering van de erediensten" (nr. 642)

01.01 Valérie Déom (PS): U verklaarde in een RTBF-uitzending dat de groep die zich over de wetgeving betreffende de erediensten heeft gebogen, zijn besluiten heeft neergelegd.

Tijdens eerdere interpellaties drukte ik al mijn verwondering uit over het feit dat men zo'n lange termijn had vooropgesteld voor de uitvoering van dat werk, vooral omdat u al beschikte over het verslag van de door mevrouw Onkelinx opgerichte Commissie van wijzen betreffende de federale financiering van de bedienaars van de erediensten.

Wat zijn de krachtlijnen van het verslag van deze reflectiegroep? Wanneer wordt dit verslag in het Parlement voorgesteld?

01.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): De werkgroep moet zich buigen over de globale hervorming van de wetgeving betreffende de erediensten en de niet-confessionele levensbeschouwelijke organisaties.

Op 27 september heb ik het ontwerpverslag ontvangen, maar ik heb het nog niet bekendgemaakt. Het koninklijk besluit dat voorzag in de indiening van het verslag tegen uiterlijk 30 september 2010, heeft uitwerking tot 31 december 2010. De administratie kan nog vragen stellen.

In het verslag wordt een systeem van erkenning voorgesteld samen met een registratiemechanisme, zonder dat evenwel geraakt wordt aan de vrijheid van godsdienst en overtuiging. Er wordt een herziening voorgesteld van de regeling met betrekking tot de bedienaren van de erediensten en de afgevaardigden van niet-confessionele levensbeschouwingen, die als 'levensbeschouwelijke gemeenschappen' worden aangemerkt. De nieuwe regeling zou om de tien jaar worden getoetst. Het verslag stelt voor het personeel van die gemeenschappen één statuut toe te kennen, waarbij de barema's zouden worden opgetrokken en er identieke financieringsregels zouden komen voor de verschillende gemeenschappen. Ten slotte wordt voorgesteld een hoge raad voor de levensbeschouwelijke gemeenschappen op te richten.

Het wettelijke stelsel van de erediensten in België is 180 jaar oud. Het werd op 4 maart 1870 en vooral op 13 juli 2001 bij bijzondere wet gewijzigd waarbij een deel van de bevoegdheden geregionaliseerd werd. Gelet op die situatie heb ik de indruk dat over het verslag van de werkgroep grondig, zonder overhaasting en zonder verwijzing naar actuele problemen moet worden nagedacht.

Het verslag zal worden voorgesteld tijdens een vergadering op 23 november waarop de bevoegde ministers zijn uitgenodigd. Er werd een wetsontwerp voorbereid, dat natuurlijk niet door de huidige regering zal worden behandeld.

01.03 Valérie Déom (PS): Ik hoop dat er een regering met volle bevoegdheid zal zijn tegen dat de werkgroep zijn opdracht afrondt. Indien dat niet het geval is, lijkt het me nuttig dat we zouden kunnen kennismaken van dat verslag.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Marie-Christine Marghem aan de minister van Justitie over "de computerisering

van de gerechtelijke diensten en met name van de griffies" (nr. 380)

02.01 Marie-Christine Marghem (MR): De dienst JustScan, die kopieën van strafdossiers digitaliseert en waarvan ik bij het hof van beroep te Bergen gebruik heb kunnen maken, is uiterst doeltreffend en kan een aanzienlijke besparing (tot 300.000 euro in het dossier-Gellingen) op de gerechtskosten betekenen. Zou het geen goed idee zijn om dat systeem bij alle rechtbanken van eerste aanleg in te voeren?

02.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): U heeft er terecht op gewezen dat het JustScanproject interessant is voor de praktijk en dat het besparingen kan opleveren. Het loopt al enige tijd en wordt vooral gebruikt voor de grote dossiers. Voor 2010 werden er de nodige middelen uitgetrokken op de begroting, maar er moet een nieuwe overheidsopdracht worden uitgeschreven, wat niet mogelijk is in de huidige periode van lopende zaken. Iedereen staat achter dat initiatief, maar een en ander zal een beetje vertraging oplopen.

02.03 Marie-Christine Marghem (MR): Is er geen manier om voor zoiets praktisch zelfs in een periode van lopende zaken een overheidsopdracht uit te schrijven? Kunnen die 'lopende zaken' zo nodig niet worden uitgebreid? Dan zou blijken dat men echt wil besparen.

02.04 Minister Stefaan De Clerck (Frans): De aanbestedingsprocedure kan niet worden opgestart in een periode van lopende zaken. In dit geval is er bovendien geen sprake van hoogdringendheid of van absolute noodzaak ten bewarende titel.

02.05 Marie-Christine Marghem (MR): Hoeveel bedraagt de verkregen begrotingslijn?

02.06 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Dat moet ik nakijken.

02.07 Marie-Christine Marghem (MR): Bedankt.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Marie-Christine Marghem aan de minister van Justitie over "de te nemen initiatieven met het oog op de inachtneming van de zogenaamde Salduz-jurisprudentie van het Europese Hof voor de Rechten van de Mens" (nr. 382)

03.01 Marie-Christine Marghem (MR): Gisteren werden de ouders van Younes Jratlou aangehouden en in staat van beschuldiging gesteld. De advocaat van één van hen beklaagt zich erover dat hij het verhoor van zijn cliënt voor de onderzoeksrechter niet heeft kunnen bijwonen. In afwachting van een wetgeving is de punctuele organisatie immers nog niet geregeld voor het geheel van de rechterlijke inrichting. Dat zijn middelen waarop de pleiters zich zullen beroepen in het licht van het arrest-Salduz.

Welke initiatieven werden er op het niveau van de gerechtelijke arrondissementen genomen teneinde onze rechterlijke inrichting in overeenstemming te brengen met de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens? Ik weet dat er in Marche-en-Famenne en Brussel al initiatieven zijn genomen. Kunnen die worden uitgebreid? Is er overleg aan voorafgegaan? Hebben ze al vrucht afgeworpen?

03.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Ik heb al een gedetailleerd antwoord op dezelfde vraag gegeven. De Senaat behandelt momenteel dat dossier. Als u de nota die ik heb opgesteld, nog niet ontvangen heeft, zal ik vragen dat men u een kopie bezorgt.

In de dagelijkse praktijk heerst er chaos. Elk arrondissement reageert anders. De advocaten nemen soms uiteenlopende standpunten in. De procureurs-generaal hebben initiatieven genomen die op verschillende manieren geïmplementeerd worden. We zien hetzelfde met betrekking tot de initiatieven van de onderzoeksrechters. De politie verzet zich tegen de aanwezigheid van audio- en videoapparatuur, enzovoort.

Er zijn twee overlegplatforms. Aan het eerste nemen de actoren van Justitie deel. Sinds 30 augustus vonden er al meerdere vergaderingen plaats. Het tweede overlegplatform werd in de Senaat opgericht. We hebben het debat reeds opgestart, een eerste verkenningsronde gehouden en hoorzittingen georganiseerd. We krijgen al een beter zicht op de standpunten, de voorstellen en de praktijk in het veld. Alles komt tegelijkertijd in beweging: het veld, de actoren, de politieke standpunten – in de Senaat – en ook de rechtspraak evolueert.

We effenen het terrein om tot een politieke conclusie te komen en zo spoedig mogelijk een einddebat te organiseren in de Senaat. De diverse standpunten zijn complex, het debat is zeer technisch en heeft een grote symbolische waarde.

Wij zouden een politiek standpunt moeten innemen en ten slotte naar een meerderheid moeten zoeken. Ik vind dat het Parlement een voorlopige wet zou moeten aannemen, zodat er een correct antwoord wordt aangereikt op het Salduz-arrest zonder dat een en ander echter uitmondt in een inhoudelijk debat over de 24 uur en dus in een aanpassing van de Grondwet.

De mogelijkheid die door ons wordt overwogen, zal kosten meebrengen. Moet er elke keer een advocaat aanwezig zijn? Zal dit op een actieve of passieve manier gebeuren? Hoe zullen de advocaten verwittigd worden? Wij richten callcenters in. Alle deze dingen brengen kosten mee.

Wie zal deze kosten dragen? Zijn al deze kosten voor de overheid of zal de cliënt een deel betalen? De eerste berekeningen leveren al torenhoge cijfers op. Wij leggen momenteel de laatste hand aan een aantal preciezere berekeningen.

03.03 Marie-Christine Marghem (MR): Ik vind dat de termijn van 24 uur behouden moet blijven en dat het mogelijk zou moeten zijn om alles in 24 uur te organiseren.

Juridische bijstand zou evenwel niet noodzakelijkerwijs moeten worden uitgebreid tot alle aangehouden personen. Sommigen kunnen zich zelf verdedigen. Trouwens, normaliter doen zij dat ook, wanneer zij, na een inquisitoriale procedure gevoerd door het parket of de onderzoeksrechter, voor een onderzoeksgerecht of de feitenrechter verschijnen.

De advocaat moet een actieve rol kunnen spelen. Ik begrijp dat met onze inquisitoriale traditie de magistraten enige terughoudendheid aan de dag zouden kunnen leggen als er een externe persoon bij het onderzoek aanwezig zou zijn. De eerstelijns politie zou ook zo kunnen reageren. Het onderzoek zou in de meeste gevallen echter versneld kunnen worden door de aanwezigheid van een advocaat. Het zou immers gemakkelijker zijn om samenhangende verklaringen te verkrijgen en er zouden een hoop onderzoeksdaden overbodig worden.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Marie-Christine Marghem aan de minister van Justitie over "de stand van zaken met betrekking tot de bouw van het nieuwe gerechtsgebouw in Doornik" (nr. 428)

04.01 Marie-Christine Marghem (MR): In november 2009 bent u met de heer Reynders naar Doornik gekomen met de bedoeling een oplossing te vinden voor de erbarmelijke situatie van de gerechtelijke diensten, die op tien verschillende plaatsen gehuisvest waren.

Op mijn vraag van 1 oktober 2009 (zie *Beknopt Verslag* 52 COM 647, blz. 12-14) antwoordde u dat de beste oplossing was de gerechtelijke diensten op één nieuwe plaats samen te brengen.

Het begin van fase 3 in de renovatie van het gebouw in de *rue du Château*, dat 'L'Avenir' zal worden gedoopt, is net aangevangen. Het is de bedoeling er de burgerrechtelijke afdeling van de rechtbank van eerste aanleg, de jeugdrechtbank, enkele lokalen voor het parket, de rechtbank van koophandel, de balie, een aantal gemeenschappelijke lokalen en een politielokaal voor minderjarige gedetineerden onder te brengen.

Ik weet dat, enerzijds, die projecten nog niet ver gevorderd zijn en dat, anderzijds, er al een definitieve keuze werd gemaakt met betrekking tot het terrein waar het gerechtsgebouw zal worden opgetrokken waarin alle diensten zullen worden samengebracht. Werd er al een architectuurwedstrijd uitgeschreven voor de bouw van dat justitiepaleis?

De gerechtelijke wereld in Doornik is er niet echt op gebrand om in het gebouw in de *rue du Château* te gaan werken. Er is immers geen oplossing, met name voor de parkeerproblemen, wanneer de justitiediensten

daar zouden worden ondergebracht.

De lokalen van de Saint-Jeankazerne, daarentegen, die zich vlakbij het terrein bevindt waar het nieuwe gebouw vermoedelijk zal worden opgetrokken, bevinden zich in een onberispelijke staat. Bovendien staan ze leeg en er zouden onmiddellijk een groot aantal justitiële actoren uit Doornik kunnen worden in ondergebracht.

04.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): We blijven achter de keuze staan die we gemaakt hebben. Dit terrein is eigendom van het ministerie van Landsverdediging en ligt in Antoing. Het dossier werd op 9 juli 2010 voorgelegd aan de ministerraad, ook al is de beslissing nog niet definitief.

Gelet op het belang van het project en de impact ervan op de begroting (60 miljoen euro) en gelet op het feit dat we een regering van lopende zaken hebben, kan de Regie der Gebouwen de aankoopprocedure voor het terrein en de studie van het project momenteel niet voortzetten.

Alle betrokken partijen zijn op de hoogte van dit belangrijke dossier en steunen het. Ondertussen vordert het dossier met betrekking tot de huur van het gebouw op de Château-Remparts-site gestaag. Het gebouw zal wel degelijk voor negen jaar gehuurd worden en de diensten die u heeft opgesomd, zullen erin ondergebracht worden.

Als er een parkeerprobleem is, moet dat worden besproken met de Regie der Gebouwen en de stad. Voor het overige is er een huurovereenkomst en worden de werken uitgevoerd. Zodra het Parlement de volle bevoegdheid heeft, kunnen we vooruitgaan.

04.03 **Marie-Christine Marghem** (MR): Ik zal vice-eersteminster Reynders en de stad Doornik hierover aan de tand voelen.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van mevrouw Marie-Christine Marghem aan de minister van Justitie over "de verklaringen van de nieuwe voorzitter van de Hoge Raad voor de Justitie" (nr. 430)**

05.01 **Marie-Christine Marghem** (MR): De vraag gaat over de invulling van de vacante betrekkingen bij de magistratuur. De voorzitter van de Hoge Raad voor de Justitie (HRJ) luidt de alarmbel en stelt dat tegen 2015-2016 bijna de helft van de magistraten zal moeten worden vervangen, gelet op de vervroegde pensioneringen. Bovendien hebt u op een gegeven moment geopteerd voor een halfjaarlijkse bekendmaking van de vacante betrekkingen. Die regeling werd ondertussen bijgesteld.

05.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): De procedures zijn korter dan u beweert; ze duren vijf tot zes maanden. Wat de 93 magistraten betreft die tussen 1 december 2009 en 31 december 2010 vertrokken zijn: 18 procent van hen heeft de leeftijdsgrens bereikt; 4,3 procent is lichamelijk ongeschikt; 6,4 procent is overleden en 71 procent is vervroegd met pensioen gegaan.

De HRJ voorziet in procedures. De vacante betrekkingen worden maandelijks bekendgemaakt. Ik werk samen met de HRJ teneinde beter te anticiperen op het nakende vertrek van magistraten en de invulling van de vacante betrekkingen vlotter te organiseren.

In Brussel zijn er niet genoeg kandidaten, vooral voor het parket. Het is niet alleen de kwestie van de leeftijdpiramide; er moeten ook voldoende kandidaturen zijn. Het probleem is tweeledig.

05.03 **Marie-Christine Marghem** (MR): Hoe aantrekkelijker het beroep, hoe meer kandidaten. De bal ligt in uw kamp!

05.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): De bal lag in mijn kamp tot 22 april, met het akkoord dat ik had bereikt voor de modernisering van het gerechtelijk landschap.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Özlem Özen aan de minister van Justitie over "de overvolle kelders van het Brusselse justitiepaleis" (nr. 521)

06.01 Özlem Özen (PS): Een werkgroep heeft zich over de staat van de kelders van het justitiepaleis van Brussel gebogen. Daar liggen meer dan een miljoen gestolen voorwerpen opgeslagen. Er is stilaan plaatsgebrek.

De werkgroep stelt concrete oplossingen voor zoals bijvoorbeeld enkel een staal bewaren wanneer het om identieke stukken gaat, op de verpakking van stukken duidelijk aangeven hoe gevaarlijk ze zijn, en de in beslag genomen stukken sneller verkopen. De groep formuleert ook de aanbeveling de griffie te laten verhuizen naar een loods met een echte aangepaste opslagruimte. Wat bent u van plan te doen met die suggesties?

06.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Wat het initiatief en de aanpak betreft, ligt de werkgroep op schema, maar het is nog te vroeg om te kunnen spreken van concrete oplossingen. We moeten in verschillende opzichten streven naar een oplossing voor de problematiek van de bewijsstukken.

Wat moeten we met wapens en munitie doen? Het probleem is reëel. Ik zou het eindrapport met de aanbevelingen willen afwachten alvorens concrete maatregelen te nemen. De volgende regering zal dan initiatieven moeten nemen.

Het zou echter goed zijn als we over conclusies voor heel België en de uitkomst van het lopende overleg tussen de auditeurs en de administratie kunnen beschikken.

06.03 Özlem Özen (PS): De toestand is behoorlijk slecht, we hebben soms de indruk dat er archeologische opgravingen verricht moeten worden om stukken te zoeken die niet altijd overeenstemmen met de referenties. Er mag geen twijfel gezaaid worden door een verkeerd bewijsstuk voor te leggen.

Het incident is gesloten.

07 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister van Justitie over "de praktijken van malafide reclameronselaars" (nr. 595)
- de heer Karel Uyttersprot aan de minister van Justitie over "de strijd tegen de reclameronselaars" (nr. 640)
- de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de aanpak van de reclameronselaars" (nr. 659)

07.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Malafide reclameronselaars verdienen miljoenen euro's door nietsvermoedende scholen, ondernemers en verenigingen waardeloze advertenties te verkopen. De minister kondigde deze zomer aan dat hij het Europese voorzitterschap zou aangrijpen om de strijd tegen deze reclameronselaars te verbeteren. Ook UNIZO heeft ondertussen een actieplan tegen de reclameronselaars opgesteld.

Heeft de minister het probleem van de reclameronselaars al aangekaart op Europees niveau? Hoe worden deze misdrijven opgevolgd? Hoeveel websites werden al geblokkeerd op basis van artikel 39*bis* van het Wetboek van strafvordering?

07.02 Karel Uyttersprot (N-VA): Deze reclameronselaars zouden probleemloos de prijs voor het creatiefste malafide bedrijf kunnen binnenhalen.

Het gaat hier niet alleen om foute gegevens bij het sturen van brieven, maar ook om onduidelijke annuleringsprocedures. UNIZO becijferde dat de omzet van die malafide praktijken in Nederland ongeveer 400 miljoen euro bedraagt.

De Economische Inspectie in België maakte al heel wat processen-verbaal op, maar vervolgt men overal even consequent? Over hoeveel bedrijven gaat het eigenlijk? Werd al overlegd met het College van procureurs-generaal om deze praktijken een halt toe te roepen? Heeft de minister een idee van het aantal

zaken dat schade toebrengt aan onze economie en van het betrokken bedrag? Is er overleg met de minister van Economie? Wij moeten ook zoeken naar een structurele oplossing. Is het juridisch mogelijk de gegevens van die malafide ronselaars te publiceren op de site van de Economische Inspectie? Kunnen de bevoegde rechtbanken via een rondzendbrief worden gewezen op deze praktijken?

07.03 Bert Schoofs (VB): Bij de voorbereiding van het Europees voorzitterschap begin dit jaar heb ik gesuggereerd om het grensoverschrijdende probleem van de reclameronselaars aan te pakken. UNIZO vraagt de opstelling van een dossier over de praktijken van de reclameronselaars. Dit zou worden verzonden naar de rechtsprekende organen. Men vraagt ook de oprichting van een steunpunt acquisitie, zoals in Nederland.

Wil de minister ingaan op de suggesties van UNIZO? Welke stappen zijn er intern en op internationaal vlak al gezet tijdens het Belgisch EU-voorzitterschap?

07.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik heb de persmededeling van UNIZO ook gelezen. Het Gentse hof van beroep heeft een vordering tot staking tegen Deutscher Adressdienst afgewezen. Ik ken deze zaak niet, maar ik kan wel medelen dat het parket van Brussel tegen deze onderneming in februari 2010 een vordering heeft ingesteld voor de correctionele rechtbank van Brussel.

Tegen reclameronselaars kan men een burgerrechtelijke procedure opstarten wegens wanprestatie of dwaling. Ook via de wet op de handelspraktijken zijn er mogelijkheden om dit fenomeen te bestrijden, maar dat is niet altijd eenvoudig. De rechtbank van koophandel van Gent heeft de reclameronselaar Internetbedrijvengids op 15 februari 2008 veroordeeld tot het staken van alle oneerlijke en mislijdende handelspraktijken.

Ik raad de slachtoffers van deze praktijken aan om niet te betalen en om onmiddellijk een klacht in te dienen bij de dienst Controle en Bemiddeling van de FOD Economie. De minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen moet oordelen over het nut van het steunpunt acquisitie en hij is bevoegd om daarvoor initiatieven te nemen.

Veel van deze malafide ondernemers opereren vanuit landen buiten de EU. De wetgeving op de handelspraktijken zou binnen Europa geharmoniseerd moeten worden. In het kader van het Europees voorzitterschap heb ik laten nagaan of dit kan worden aangekaart op de raad van de ministers van Justitie, maar het is gebleken dat dit eerder een bevoegdheid is voor de raad van de ministers van Economie. Ik zal deze problematiek dus zeker met de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen bespreken.

De strafrechtelijke aanpak is de laatste schakel. De verschillende parketten ondernemen regelmatig acties tegen deze malafide praktijken van buitenlandse ondernemingen. Dat leidde al meermaals tot veroordelingen en boetes. De websites van deze ondernemingen kunnen ontoegankelijk gemaakt worden via artikel 39*bis* van het Wetboek van strafvordering. Ik heb nog geen gegevens over het aantal keer dat dit artikel werd toegepast, maar ik zal ze later medelen.

Ik heb de problematiek tijdens het College van procureurs-generaal van 6 maart 2009 aangekaart. Bij het volgende College moet een inventaris worden gemaakt van wat het voorbije jaar is gedaan en welke stappen er moeten worden gezet. Ik heb het College ook een kopie bezorgd van de actiebundel van UNIZO. De bespreking ervan vindt plaats op de volgende vergadering en er zal worden nagegaan wat er aan het probleem gedaan kan worden. Dit dossier werd ook al geagendeerd vanaf mei 2009 door de werkgroep ECOFINFISC, waarin gespecialiseerde magistraten inzake economische, financiële en fiscale dossiers het dossier systematisch opvolgen. Voor elke zaak wordt nagegaan of er sprake is van oplichting of bedrog zoals dat omschreven wordt in artikel 496 van het Strafwetboek.

Wanneer een bepaald fenomeen wordt aangepakt, duikt er opnieuw een andere techniek of methode op vanuit een ander land. Er is geen eenduidige aanpak van deze problematiek. Om het probleem efficiënt te

kunnen aanpakken moet iedereen aandachtig blijven en snel reageren. Er is voldoende wetgeving om initiatieven te nemen.

07.05 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): De minister is samen met zijn collega bevoegd voor Economie nauw bij het dossier betrokken. Er bestaat inderdaad al wetgeving op burgerrechtelijk vlak om het fenomeen te bestrijden, maar die is niet altijd soepel genoeg. UNIZO doet al heel wat om onze ondernemers te sensibiliseren.

Er moet bij de parketten gewezen worden op tekortkomingen. Ik heb verschillende voorbeelden van pv's die door de Economische Inspectie werden opgemaakt, maar de parketten communiceren niet over de vervolgingen.

Het probleem is dat de reclameronselaars zich zeer snel aanpassen. Onze faillissementswetgeving laat toe om een zaak failliet te laten gaan en een nieuwe vennootschap op te starten die de lopende contracten overneemt. Die ondernemingen opereren vanuit lidstaten zoals Nederland, Duitsland, Spanje en Luxemburg, die de richtlijn over misleidende reclame niet hebben omgezet. Daar moet dringend iets aan worden gedaan. Er is nog een Europees wetgevend initiatief nodig. Wij moeten de suggestie van UNIZO steunen en de richtlijn van het Europees Parlement amenderen door toevoeging van een lijst van misleidende praktijken.

07.06 Karel Uyttersprot (N-VA): Er zijn al honderden pv's opgesteld, maar de parketten geven er geen prioriteit aan.

Is het mogelijk om de lijst van malafide bedrijven op het internet te publiceren?

07.07 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): In theorie is dat mogelijk, maar het is niet eenvoudig omdat daarvoor zeer duidelijke privacyafspraken moeten worden gemaakt. Ik vraag mij ook af of het probleem opgelost wordt door de lijst van die bedrijven op de site van de Economische Inspectie te zetten.

07.08 Karel Uyttersprot (N-VA): Nu wordt er enkel post factum opgetreden. Er lopen zaken tegen de mensen die niet betalen, maar we hebben er geen idee van hoeveel mensen ook in de oplichting getrapt zijn en wel braaf betalen.

07.09 Bert Schoofs (VB): VOKA en UNIZO hameren op een aanpak sui generis, specifiek gericht tegen deze firma's. Ik zie twee mogelijkheden: ofwel stellen de lidstaten zelf een lijst van *worst practices* op, die aan de andere lidstaten wordt meegedeeld; ofwel wordt er op Europees niveau een lijst van *best practices* opgesteld waarvan niet kan worden afgeweken. De lidstaten moeten dit Europees recht dan incorporeren in hun eigen regels.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Sonja Becq aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de confiscatie van vermogensvoordelen" (nr. 607)
- mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de omzetting van het Europees Kaderbesluit betreffende de confiscatie van buitenlandse tegoeden van veroordeelde misdadigers" (nr. 632)

08.01 Sonja Becq (CD&V): Deze vraag volgt eigenlijk op een vraag die ik al aan minister Reynders heb gesteld om zicht te krijgen op de confiscaties. Tot nog toe kunnen opbrengsten van internationale misdrijven hier worden geconfisqueerd. Er is een Europese richtlijn om dat gemakkelijker te maken. Volgens minister Reynders worden over confiscaties geen cijfers bijgehouden. Wij vrezen dat we opbrengsten mislopen en daarom wil ik ervoor pleiten de Europese richtlijn snel te operationaliseren.

Werden er de voorbije vier jaar confiscaties uitgesproken voor goederen of gelden die overgebracht werden naar niet-EU-landen? Hoe zit het met de omzetting van het Europese kaderbesluit? Kan het Belgisch voorzitterschap daartoe een extra inspanning doen?

08.02 Sophie De Wit (N-VA): Ik stelde in mijn advocatenpraktijk vast dat er een Europees kaderbesluit is dat zegt dat de goederen die door misdaad zijn verkregen in het buitenland, geconfisqueerd kunnen worden. Die regels zijn echter nog niet omgezet naar Belgisch recht hoewel de deadline in november 2008 lag. Voor criminele organisaties volstaat het dus gewoon om hun spullen naar het buitenland te verplaatsen. Daarom wil ik ervoor pleiten te doen zoals Nederland en de opbrengsten, die substantieel zijn, niet langer te mislopen.

Waarom is die omzetting nog steeds niet gebeurd? Wanneer komt ze er? Kan de minister inschatten wat de omzetting ons land zou opbrengen? Ik had ook graag een aantal cijfers en statistieken gekregen.

08.03 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Dat het momenteel niet mogelijk zou zijn om vandaag via gerechtelijke samenwerking buitenlandse vermogensvoordelen te confisqueren is een misverstand. Samenwerking tussen lidstaten is al mogelijk op basis van een verdrag van de Raad van Europa uit 1990, gewijzigd in 2005, dat door België op 17 september 2009 werd geratificeerd. De omzetting van die verdragen naar Belgisch recht gebeurde door de wet van 20 mei 1997 en 20 juli 2006. Het nieuwe kaderbesluit heeft alleen tot doel de samenwerking te verbeteren en ze te stroomlijnen door in de gehele Europese Unie het principe van de wederzijdse erkenning ook voor gerechtelijke uitspraken met verbeurdverklaring en geldelijke sancties toe te passen.

Sinds 1 januari 2005 ontving België 20 buitenlandse verzoeken met het oog op de uitvoering van verbeurdverklaringen. Al die verzoeken zijn afkomstig van EU-lidstaten. Anderzijds werden tussen 1 januari 2005 en vandaag 49 verzoeken met het oog op de uitvoering van een Belgische verbeurdverklaring in het buitenland verzonden. De meeste van die verzoeken zijn gericht aan de EU-lidstaten. Enkele andere verzoeken betreffen lidstaten van de Raad van Europa, zoals Zwitserland en Albanië.

Verzoeken die uitsluitend de confiscatie van vermogensvoordelen tot voorwerp hebben komen niet veel voor door de complexiteit van de te volgen procedure. Daardoor is het moeilijk een beeld te geven van de gederfde inkomsten.

De implementatie van het kaderbesluit zal dus eigenlijk weinig impact hebben. In elk rechtsgebied worden vonnissen en arresten geveld die mogelijk ook de verbeurdverklaring van illegale vermogensvoordelen omvatten. Slechts als de gerechtelijke uitspraken definitief zijn en ze betrekking hebben op verbeurdverklaarde vermogensdelen die zich bevinden in een staat die in een van de relevante verdragen partij is, kan een verzoek tot overdracht van de tenuitvoerlegging van de verbeurdverklaring worden verzonden.

Een volgende stap is dan de gerechtelijke procedure tot de effectieve uitvoering van de Belgische verbeurdverklaring van tegoeden. Dat betekent nog niet dat die tegoeden dan beschikbaar worden. Helaas zijn de vermogensvoordelen na lange tijd en na hoge kosten zo goed als verdwenen.

Het is de rechter die oordeelt over de verdeling van de tegoeden, in regel op het moment van de beslissing over de tenuitvoerlegging van de buitenlandse verbeurdverklaring. Sommige landen hebben een wetgeving die ertoe leidt dat alle verbeurdverklaarde tegoeden in de eigen Schatkist verdwijnen en niet worden gedeeld. Tot 1997 was dat in België ook zo.

Een bijkomende factor is ook dat België niet altijd de gehele som van de verbeurdverklaarde tegoeden kan claimen. In de mate dat het onderzoek ook mee door de aangezochte en/of derde staten werd gevoerd, kunnen zij ook een deel opeisen.

Er is een voorontwerp van wet tot omzetting van het kaderbesluit. Dat werd al in 2009 voor advies overgemaakt aan de Raad van State. Op basis van het advies van de Raad van State werd het ontwerp aangepast. Dit zou besproken worden op 10 mei 2010. Door de val van de regering is het wetsontwerp in de pijplijn blijven steken. De tekst is wel klaar en beschikbaar voor het Parlement. Het gaat om een tekst die drie Europese kaderbesluiten omzet. De implementatie ervan gebeurt door de uitbreiding van de wet van 5 augustus 2006 inzake de toepassing van het beginsel van de wederzijdse erkenning.

De praktijk is dus eigenlijk niet danig geschaad. De omzetting moet hoe dan ook gebeuren en als het Parlement er expliciet om vraagt kan het ontwerp als een uitzondering worden beschouwd wegens de Europese context en toch onder de lopende zaken worden behandeld.

08.04 Sonja Becq (CD&V): In tegenstelling tot wat minister Reynders zegt, is er dus toch al iets mogelijk. Ik neem aan dat de minister de resultaten niet toelicht omdat de procedures nog niet rond zijn.

De Europese richtlijn zou de samenwerking gemakkelijker maken en ik wil er dan ook op aandringen werk te maken van de omzetting ervan. Desnoods werken we met wetsvoorstellen.

08.05 Sophie De Wit (N-VA): Het lijkt me logisch om werk te maken van de omzetting in het Parlement.

08.06 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Akkoord.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Justitie over "de vrijspraak van een Antwerps strafrechter" (nr. 526)

09.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Een Antwerps strafrechter deed in mei 2009 een controversiële uitspraak inzake diefstal van een gps-toestel. Hij sprak de dief vrij omdat een vorige gevangenisstraf niet was uitgevoerd en de dader bijgevolg nieuwe feiten kon plegen. Hij verwees daarbij naar de provocatietheorie. De procureur-generaal startte een gerechtelijke procedure tegen de rechter wegens rechtsweigeren. Door de voorzitter van de rechtbank werd hij bij ordemaatregel naar een echtscheidingskamer overgeplaatst en werd een tuchtprocedure gestart. Inmiddels werd de rechter vrijgesproken van rechtsweigeren.

Werd ook de ordemaatregel tegen hem inmiddels opgeheven? Ging het in dit geval niet veeleer om een tuchtmaatregel? Indien niet, wat is dan voor de minister een 'onder de vorm van ordemaatregel genomen tuchtmaatregel'? Hoe kan een magistraat zich hiertegen verdedigen? Zal de minister nog initiatieven nemen om te komen tot een aangepast tuchtrecht?

09.02 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Volgens mijn informatie is jegens de betrokken rechter geen ordemaatregel genomen in de zin van artikel 406 van het Gerechtelijk Wetboek. Er loopt wel een tuchtprocedure, maar er is nog geen ordemaatregel of tuchtmaatregel. Een tuchtmaatregel onder de vorm van een ordemaatregel bestaat niet, zodat hiervan ook geen definitie te geven is. De wet bepaalt dat hoger beroep kan worden aangetekend zowel tegen een ordemaatregel als tegen een tuchtsanctie. Een dienstregeling is nog iets anders. Mevrouw Van Cauter was aanwezig bij het debat over het tuchtrecht dat inderdaad moet worden gewijzigd. Er is nu een ontwerp van ontwerp klaar ter bespreking, maar door de lopende zaken heeft dit voorlopig geen verder gevolg gekregen. De teksten voor een debat over het nieuwe tuchtrecht zijn dus wel beschikbaar.

09.03 Carina Van Cauter (Open Vld): Was het nu een dienstmaatregel of een ordemaatregel? De minister zegt nu dat het een dienstmaatregel was, terwijl er destijds sprake was van een ordemaatregel. Men heeft de betrokkene een andere opdracht toegewezen, iets waar hij wettelijk gezien niets tegen kon inbrengen. Ik stel vast dat de minister en zijn fractie bereid zijn om het tuchtrecht te wijzigen, zodat iemand zich in de toekomst wel kan verweren tegen dit soort maatregelen.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Justitie over "de valse arbeidsmigratie" (nr. 530)

10.01 Carina Van Cauter (Open Vld): *De Standaard* heeft op 23 oktober 2010 de problematiek van de illegale migratie geschetst. Zo zouden migranten uit EU-landen in bepaalde gevallen valse arbeidscontracten van een spookfirma kopen. Op die manier zouden zij dan een verblijfsrecht krijgen in België en kunnen terugvallen op de sociale zekerheid.

In hoeveel gevallen werd dit fraudemechanisme opgespoord? Hoe werd hiertegen opgetreden? Hoe is de informatiedoorstroming georganiseerd tussen de Dienst Vreemdelingenzaken, de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de OCMW's en de parketten teneinde de geleden schade te recupereren?

10.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het gebruik van valse arbeidscontracten om een verblijfsvergunning te kunnen verwerven, blijkt samen met het gebruik van valse werkloosheidsbewijzen, C4's, en valse loonfiches een van de voorkomende praktijken inzake sociale fraude. Ik verwijs hiervoor onder meer naar de antwoorden van collega Milquet op eerdere schriftelijke vragen.

Binnen de RVA werd een task force opgericht voor de opsporing van sociale fraude door middel van frauduleuze C4-documenten. Het oneigenlijk gebruik van socialezekerheidsfondsen door fictieve zelfstandigen is een ander fraudemechanisme. Om het oneigenlijk gebruik van het sociaal statuut van zelfstandigen aan te pakken zet de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding in zijn tweede actieplan stappen om de samenwerking te optimaliseren tussen de diensten van het RSVZ en de diensten voor de economische vergunningen bij de FOD Economie en de Dienst Vreemdelingenzaken.

Bij het College van de procureurs-generaal zijn geen statistieken over deze specifieke problematiek beschikbaar. Er loopt wel een strafvordering in een specifieke fraudezaak voor de arbeidsrechtbank te Brussel.

Met de invoering van het Wetboek voor sociaal strafrecht, bij wet van 6 juni 2010, zijn belangrijke instrumenten gecreëerd om zowel administratief als gerechtelijk doortastender te kunnen optreden. Ik verwijs naar artikel 51 van deze wet, de artikelen 433*quinquies* en 433*octies* van het Strafwetboek en de artikelen 77*bis* tot 77*quinquies* van de wet van 15 december 1980.

Dankzij de Sociale Inlichtingen- en Opsporingendienst wordt een pak meer controles op zwartwerk, ontduiking van sociale bijdragen en andere vormen van sociale fraude uitgevoerd. Ik verwijs hierbij naar mijn antwoord op vraag nr. 19811.

De DVZ, de RSZ en de OCMW's behoren niet tot mijn bevoegdheid. Bij toepassing van artikel 29 van het Wetboek van strafvordering dienen misdrijven ter kennis van de bevoegde procureur des Konings te worden gebracht. Inzake informatiedoorstroming verwijs ik naar artikel 29 en naar de verplichting en de mogelijkheden om via de administratie, maar ook op andere manieren, aangifte te doen bij de procureur des Konings of de arbeidsauditeur.

10.03 **Carina Van Cauter** (Open Vld): In het recente verleden heeft men een aantal initiatieven genomen. Het Sociaal Strafwetboek treedt echter pas in 2011 in werking. In de praktijk tiert het misbruik vandaag nog welig. Men zal dus een tandje moeten bijzetten. Ik stel vast dat de DVZ inzake illegale migratie nog steeds niet over de nodige informatie beschikt. Uit overleg met de DVZ blijkt dat men het niet nodig vindt om toegang te krijgen tot de Kruispuntbank van Ondernemingen en de informatiedoorstroming gebeurt blijkbaar ook niet automatisch. Dit moet een aandachtspunt worden als men doeltreffend wil optreden.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de minister van Justitie over "de procedure voor geringe vorderingen bij grensoverschrijdende geschillen" (nr. 635)**

11.01 **Veerle Wouters** (N-VA): De Europese verordening 861/2007 van 11 juli 2007 maakt het mogelijk om via een eenvoudige en goedkope rechtsprocedure grensoverschrijdende consumentengeschillen in te leiden voor een nationale rechtbank. Deze procedure is sinds 1 januari 2009 van kracht, maar is weinig bekend.

Hoe vaak werd de procedure reeds gebruikt? Op welke manier heeft de minister van Justitie uitvoering gegeven aan de verordening? Er is weinig informatie over de verordening te vinden. Zou een toelichting bij de procedure op de website van Justitie geen goed idee zijn?

De lidstaten moeten waarborgen dat de partijen uitleg krijgen over de rechtskwesties en dat zij bijstand krijgen bij het invullen van de formulieren. Welke instanties staan daarvoor in?

Op de site van de Europese justitiële atlas staat dat volgens het Belgisch burgerlijke procesrecht beroep kan worden aangetekend bij de rechtbank van eerste aanleg, de rechtbank van koophandel of het bevoegde hof van beroep. Is die vermelding in overeenstemming met de gegevens die de Belgische overheid aan de

Europese Commissie heeft meegedeeld? Strookt dit wel met artikel 616 van het Gerechtelijk Wetboek dat bepaalt dat vonnissen van de rechtbank van eerste aanleg en van de rechtbank van koophandel, die handelen over een vordering van een bedrag dat niet hoger ligt dan 1.860 euro, moeten worden gewezen in laatste aanleg? Idem voor vonnissen van de vrederechter over een vordering van een bedrag dat niet hoger ligt dan 1.240 euro. Kan het bedrag van de geringe vorderingen niet worden opgetrokken tot 2.000 euro, zodat er eenduidigheid ontstaat?

11.02 Minister **Stefaan De Clerck** (Nederlands): Uit een bevraging van de Hoge Raad blijkt dat er ongeveer 60 van deze vorderingen werden ingediend, hoofdzakelijk bij de vredegerechten.

Volgens het Europees Verdrag heeft een verordening een algemene strekking en treedt zij in werking zonder dat zij moet worden omgezet in nationaal recht. Verordening 861/2007 was dan ook vanaf 1 januari 2009 volledig van kracht, zonder dat er implementatiewetgeving nodig was.

De burger kan over deze verordening informatie vinden in het onderdeel Europees gemeenschapsrecht op de site van de FOD Justitie, op de website van het Europees justitieel netwerk in burgerlijke en handelszaken en via het e-justportaal. Bovendien werkt het Europees justitieel netwerk in burgerlijke en handelszaken samen met het Europees Centrum voor de Consument in België en met Test-Aankoop om de verordening meer bekendheid te geven.

Er is geen bijzondere instantie gelast met de begeleiding bij het invullen van de formulieren. Het is aan de griffie van de bevoegde rechtbanken om ervoor te zorgen dat de partijen de praktische bijstand krijgen die door artikel 11 van de verordening moet worden verleend.

De vermelding op de site van de Europese justitiële atlas in burgerlijke zaken komt overeen met de gegevens die de Belgische overheid aan de Europese Commissie heeft meegedeeld.

Mevrouw Wouters verwijst naar artikel 616 van het Gerechtelijk Wetboek, maar waarschijnlijk bedoelt zij artikel 617. De verordening 861/2007 is een communautair rechtsinstrument dat, om de eenvormigheid tussen de rechtstelsels van de lidstaten te bewerkstelligen, eigen regels oplegt, die evenwel kunnen verschillen. Dat verklaart de verschillende bedragen. Ik zal geen wettelijk initiatief nemen om dat te veranderen. Daarover kan in de toekomst worden gedebatteerd, maar ik heb van de Hoge Raad geen signaal gekregen dat dit nodig zou zijn.

11.03 **Veerie Wouters** (N-VA): Het lijkt me geen slecht idee om een informatiebrochure uit te geven, zoals in andere landen. Ik blijf er toch voor pleiten om het bedrag op te trekken tot 2.000 euro, zodat ook iemand die een aankoop van pakweg 1.900 euro – net boven het maximum van 1.860 euro – heeft gedaan, nog bij de vrederechter terecht kan.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de terug- en overnameovereenkomsten" (nr. 671)**

12.01 **Peter Logghe** (VB): Vanuit verschillende hoeken wordt aangedrongen op terugname- en overnameovereenkomsten met derde landen inzake illegalen en veroordeelde vreemdelingen. Wat is de stand van zaken?

12.02 Minister **Stefaan De Clerck** (Nederlands): Er is een onderscheid te maken in terugnameovereenkomsten met betrekking tot ongewenste vreemdelingen en illegalen enerzijds en overbrengingsverdragen betreffende veroordeelde personen anderzijds. Voor vragen over terugnameovereenkomsten verwijs ik naar staatssecretaris Wathélet.

De centrale autoriteit Internationale Samenwerking in Strafzaken staat in voor de afhandeling in het kader van overbrengingsverdragen. De procedures zijn gebaseerd op het Europees Overbrengingsverdrag van 21 maart 1983 en op het aanvullend protocol bij dit verdrag van 18 december 1997. Het aanvullend protocol

maakt het mogelijk dat buitenlandse gedetineerden voor de uitzetting van hun straf worden overgebracht naar het land van herkomst, zonder dat daarvoor hun akkoord vereist is. Vijfendertig landen hebben zich al verbonden tot dit aanvullend protocol. België neemt het standpunt in om zoveel mogelijk landen over te halen dit protocol te ratificeren. Aan landen die niet willen toetreden wordt voorgesteld een bilateraal instrument af te sluiten.

Onderhandelingen met de Democratische Republiek Congo, Albanië, Kosovo en Marokko hebben geleid tot de ondertekening van een overeenkomst tot overbrenging zonder akkoord van de veroordeelde. Deze akkoorden moeten nog geratificeerd worden. Dat behoort niet tot de lopende zaken en wij kunnen dus momenteel geen nieuwe stappen zetten. Betreffende de conventie België-Marokko is in België een instemmingswet aangenomen op 12 februari 2009. Deze bevindt zich nu in Marokko in de ratificatieprocedure.

Sinds 1 januari 2005 hebben 212 buitenlandse gedetineerden een verzoek ingediend om hun celstraf in het land van oorsprong of verblijf uit te zitten. Daarvan zijn er in totaal 51 personen overgebracht.

Het aanvullend protocol is sinds 1 september 2005 van kracht. Op basis daarvan werden al 320 dossiers onderzocht, wat heeft geleid tot de overbrenging van 30 personen naar hun land van herkomst of nationaliteit. Verder werden twee Belgen uit Nederland gedwongen overgebracht.

Het principe wordt algemeen aanvaard in internationale verdragen, maar de praktische uitvoering blijft minimaal door de afwezigheid van wettelijk afdwingbare instrumenten.

12.03 Peter Logghe (VB): Het is teleurstellend dat er slechts 70 overbrengingen zijn en dat het verdrag, dat nog moet worden geratificeerd door Marokko, blijft liggen.

Het incident is gesloten.

13 Samengevoegde vragen van

- de heer Renaat Landuyt aan de minister van Justitie over "de 115 miljoen euro inbeslagnames die in de begroting werden geboekt als inkomsten" (nr. 676)
- mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring (COIV)" (nr. 684)
- de heer Bert Schoofs aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie-en asielbeleid, over "de opname in de begroting 2009 van gerechtelijke inbeslagnames ten belope van 115 miljoen euro" (nr. 754)
- de heer Georges Gilkinet aan de minister van Justitie over "de sommen die door de federale regering werden weggehaald van de rekeningen van het COIV en volgens het Rekenhof op illegale wijze als inkomsten in de begroting 2009 werden opgenomen" (nr. 784)
- de heer Jean Marie Dedecker aan de minister van Justitie over "de werking van het COIV en het ontslag van haar topman Destrebecq" (nr. 877)

13.01 Renaat Landuyt (sp.a): *De Tijd* publiceerde onlangs een verhaal over een rapport van het Rekenhof waaruit blijkt dat er 115 miljoen euro aan in beslag genomen gelden van de Deposito- en Consignatiekas in de Schatkist werd gestort. Eerst werd het in beslag genomen of verbeurdverklaard geld door de privébank in de Depositokas gestort. Daarna is het van de Depositokas naar de Schatkist gestort.

Belangrijk in dit dossier zijn de verhouding tussen de minister van Justitie en het hoofd van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en Verbeurdverklaring (COIV) en de rol die het College van procureurs-generaal heeft gespeeld. Blijkbaar was het voor sommigen niet zo duidelijk dat geld dat van een privé bank naar een overheidsbank werd doorgestort, uiteindelijk in de Schatkist zou belanden.

Ik vernam dat de regering vandaag heeft beslist om het geld terug te storten naar de Depositokas, waar het volgens mij altijd was moeten blijven staan. De minister van Justitie was niet betrokken bij die vroegere doorstorting naar de Schatkist. De minister van Financiën was wel bij die doorstorting betrokken en naar verluidt woedt er nu een discussie of de overheid geld van de Depositokas moet kunnen gebruiken of niet.

Ikzelf vind expliciet van niet. Wat is het standpunt ter zake van de regering?

Ik eis garanties dat geld dat in de Depositokas wordt gestort, nooit kan worden gebruikt door een bankier, ook niet als die bankier de Staat is.

Wie heeft wat beslist en wanneer werd dit beslist? Het is niet duidelijk of diegene die beslist heeft het geld bij de privébanken weg te halen, wel wist dat het geld uiteindelijk in de Schatkist zou terechtkomen.

Hebben de respectieve controlemechanismen wel gewerkt? Zijn de regels inzake wie wat mag beslissen correct nageleefd?

13.02 Sophie De Wit (N-VA): In zijn antwoord op mijn eerdere vraag over het ontslag van de directeur van het COIV gaf de minister als reden de gebrekkige communicatie na een beslissing van de ministerraad aan. In datzelfde antwoord noemde de minister de storting van 115 miljoen in de Deposito- en Consignatiekas wettelijk vastgelegd. Nu blijkt dat het Rekenhof vindt dat die 115 miljoen illegaal is weggehaald bij het COIV en erover een onderzoek heeft ingesteld. Geld uit de Depositokas kan immers nooit door de Staat als inkomsten worden beschouwd.

Wie heeft beslist dat het COIV die 115 miljoen euro diende door te storten naar de Deposito- en Consignatiekas? Hoe valt die beslissing te rijmen met de uitspraak van de minister dat die storting van 115 miljoen euro in de Depositokas wettelijk is vastgelegd?

Is er advies gevraagd aan het COIV en aan het College van procureurs-generaal? Wat denkt de minister van die transactie? Gaat het om een boekhoudkundige vergissing? Kan geld dat in de Depositokas terechtkomt, als inkomsten van de Staat worden beschouwd?

13.03 Bert Schoofs (VB): Heeft diegene die de beslissing heeft genomen, zich gebaseerd op precedenteren?

13.04 Jean Marie Dedecker (LDD): Kan de minister een kopie bezorgen van het verslag van het Rekenhof?

Waarom werd de betreffende geldsom tegen het advies van het Rekenhof in toch aangewend om de begroting van de regering op te smukken?

Kan de minister bevestigen dat het ontslag van de directeur van het COIV totaal niets te maken heeft met die bedenkelijke transfer?

Weet de minister hoeveel het verlies bedraagt dat werd geleden als gevolg van het aan- en verkopen van de staatsobligaties?

Klopt het dat de financiële werkingsmiddelen van het COIV gedeeltelijk afkomstig zijn van geldsommen die in beslag zijn genomen? Zo ja, op welke basis worden deze sommen dan onttrokken aan de pot van de in beslag genomen gelden?

Heeft de heer Desterbeck de interne audit op eigen initiatief laten uitvoeren? Is hem dat kwalijk genomen? Kan de audit aan het Parlement ter beschikking worden gesteld?

13.05 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik kan enkel antwoorden binnen de beperking van mijn bevoegdheden. Vanmorgen hebben wij op de ministerraad beslist om het bedrag terug te storten op de rekening van de Deposito- en Consignatiekas, zoals ik altijd heb gevraagd.

Op de ministerraad van 23 oktober 2008 werd beslist dat de som van 115 miljoen euro die door het COIV werd verkregen uit een vervreemding, zou worden doorgestort in de Deposito- en Consignatiekas. Dat is een normale procedure en dat werkt normaliter goed. Toen ik aantrad als minister vernam ik dat het COIV dit

bedrag nog niet in de Deposito- en Consignatiekas gestort had en ik heb vervolgens aangedrongen op de uitvoering van de beslissing van de ministerraad. De regering heeft die vraag bevestigd op 6 maart 2009.

De beslissing van de ministerraad is gebaseerd op artikel 11 van de wet van 2003 over het COIV, waarin staat dat het COIV de verkregen sommen ofwel op een rekening van een bancaire instelling ofwel in de Deposito- en Consignatiekas kan storten. Vermits het contract tussen het COIV en ING afgelopen was, koos men steeds voor de Deposito- en Consignatiekas.

Deze operatie is dus wettelijk perfect in orde. In artikel 4 van het KB van 18 maart 1935 over de Deposito- en Consignatiekas wordt bepaald dat dit orgaan een afzonderlijk bestuur uitmaakt onder het onmiddellijk gezag van de minister van Financiën en dat de haar toevertrouwde gelden niet gemengd mogen worden met het geld in de Schatkist.

Het COIV heeft op 24 december 2009 het bedrag in de Deposito- en Consignatiekas gestort. Deze 115 miljoen euro zou echter op 29 december 2009 doorgestort zijn aan de Schatkist op de rekening Thesaurieontvangsten. Dat heb ik echter nooit gevraagd. In mijn schrijven van 20 oktober 2009 aan het College van procureurs-generaal heb ik expliciet gewezen op het verbod om deze som te vermengen met het vermogen van de Staat. Deze expliciete verwijzing wordt trouwens ook vermeld in een ontwerprapport van het Rekenhof over deze storting.

(Frans) In oktober 2009 herinnert de minister van Justitie er een laatste keer aan dat, overeenkomstig de wetgeving betreffende de organisatie en de werking van het COIV, dat bedrag niet mag worden vermengd met het eigen vermogen van de Staat.

(Nederlands) In maart 2010 heb ik vernomen van het College van procureurs-generaal dat die doorstorting aan de Schatkist was gebeurd. Ik heb dan een brief geschreven aan de minister van Financiën om te zeggen dat dit moest teruggestort worden. Vandaag is beslist dat het bedrag teruggestort wordt. Daarmee is mijn deel afgehandeld en is gecorrigeerd wat er verkeerd is gelopen. De rest is voor het Rekenhof.

De heer Landuyt vroeg vanaf wanneer de gelden die bij het COIV staan, definitief verbeurd of definitief verworven zijn. Vanaf dat ogenblik is het immers normaal dat die middelen worden doorgestort naar de Schatkist, omdat ze niet meer in bewaring zijn als 'derdengeld', het zijn dan namelijk gelden van de Staat geworden. Het betreft hier een boekhoudkundige kwestie. Wat gebeurt er dossier per dossier, bedrag per bedrag? Hoe houdt het COIV dat allemaal bij? Was die 115 miljoen misschien inderdaad beschikbaar omdat het definitief verworven was?

Dat is op vandaag nog niet uitgeklaard.

Ik heb een einde gesteld aan de functie van de COIV-directeur wegens managementproblemen. Ik wil meer inzicht krijgen in de manier waarop zaken er verwerkt worden, hoe alles gecontroleerd en opgevolgd wordt, hoe de bedragen doorgestort worden en vanaf wanneer welke bedragen beschikbaar zijn. De werking van het COIV moet transparanter worden.

De minister van Financiën heeft gevraagd of de Deposito- en Consignatiekas wel op dezelfde manier moet blijven functioneren. Er is beslist dat een werkgroep zal bekijken op welke manier wij de transfers van de Deposito- en Consignatiekas naar de Schatkist best regelen. Het kan nog wel even duren voor daar conclusies worden geformuleerd. In dit dossier is er geen strafrechtelijk onderzoek, ook geen klacht van mijnentwege.

Ik herhaal nogmaals dat het ontslag van de directeur van het COIV niet gebaseerd is op de bewuste storting en dat de operatie, zoals die oorspronkelijk voorzien was, wettelijk in orde is. Ik stel alleen vast dat er, zelfs ondanks mijn expliciete verwijzing naar de relevante wettelijke bepalingen en buiten mijn wil om, toch een doorstorting van de gelden heeft plaatsgevonden.

Wat wel mee aan de basis van het ontslag lag is de gebrekkige communicatie na de beslissingen van de ministerraad van 23 oktober 2008 en 6 maart 2009 alsook de houding van de heer Desterbeck. Hij meende

immers als directeur geheel eigengereid, eenzijdig en zonder de minste erkenning van formaliteiten te kunnen beschikken over de zeer omvangrijke fondsen die het COIV beheert.

Ik heb geen weet van een door de directeur gevraagde audit over de werking van het COIV. De FOD Justitie hebben wij wel een audit laten uitvoeren. Die audit is nog altijd lopende, mede in opdracht van het College van de procureurs-generaal.

Het dossier van het COIV is een dossier dat sinds begin 2009 in elke vergadering van het College van de procureurs-generaal op de agenda geplaatst is. Ik heb ook zeer regelmatig overlegd met het College rond de werking van het COIV.

Het is niet zo dat de werking van het COIV betaald wordt door de werkingsmiddelen of door de resultaten die het orgaan boekt.

13.06 Renaat Landuyt (sp.a): De tweede storting – van de Depositiekas naar de Schatkist – is helemaal geen 'boekhoudkundig foutje', want het gaat hier wel degelijk om een verboden transactie. Het College van procureurs-generaal signaleerde dit mogelijke misdrijf, zodat ik me afvraag waarom men artikel 29 van het Wetboek van strafvordering niet op zichzelf heeft toegepast.

De minister van Financiën verklaarde dat op 23 oktober 2008 werd beslist dat bij toevallige inkomsten dat bedrag zou worden geboekt in het raam van de begroting. Hij heeft mij niets gezegd over de wettelijke operatie die het mogelijk maakt om te storten in de Depositiekas. Beslist werd om dit te boeken als toevallige inkomsten, een beslissing waarover de minister volgens mij zeer licht heen gaat. Wie was er nu concreet betrokken bij dit onwettelijke manoeuvre?

13.07 Sophie De Wit (N-VA): Ik begrijp inderdaad ook niet dat het College van procureurs-generaal daarover geen advies of standpunt heeft ingenomen.

13.08 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Zodra ik geïnformeerd werd over de doorstorting, heb ik onmiddellijk gereageerd.

13.09 Sophie De Wit (N-VA): Maar het College heeft daarmee zelf verder niets gedaan, het heeft enkel geïnformeerd. Ik vind dat eigenaardig. Ook hoor ik hier opnieuw spreken over een boekhoudkundige vergissing, terwijl dit inderdaad in 2009 staat geboekt als diverse en toevallige ontvangsten.

Het is nu rechtgezet en dat is een heel belangrijk gegeven.

13.10 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Wat doorgestort is, moet natuurlijk ook wel worden geboekt.

13.11 Sophie De Wit (N-VA): Maar men boekt dat wel als inkomsten en als definitief verworven.

13.12 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Omdat men ervan uitgaat dat een deel definitief is verworven.

13.13 Renaat Landuyt (sp.a): Terugstorting werkt strafverminderend. Dat is een verzachtende omstandigheid, maar geen schuldopheffing.

13.14 Jean Marie Dedecker (LDD): Eigenlijk is dit een bekentenis van oneigenlijk gebruik.

13.15 Bert Schoofs (VB): In elk geval moet de politieke verantwoordelijkheid hiervoor worden uitgezocht. De regering heeft hier duidelijk een serieuze uitschuiver gemaakt tijdens een of andere begrotingsoefening.

13.16 Jean Marie Dedecker (LDD): De minister heeft gezegd dat de heer Desterbeck een gebrek aan loyaliteit wordt verweten, maar officieel is er geen strafrechtelijk of tuchtrechtelijk onderzoek. Ik vind het zelfs hoogst eigenaardig dat de minister, die hier toch gebruik kon maken van zijn injunctierecht, het College van procureurs-generaal heeft ingeroepen.

13.17 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): De procureurs-generaal hebben de directe verantwoordelijkheid voor het COIV en hebben mij onmiddellijk aangesproken, waarna ik meteen de Schatkist heb aangesproken.

Het gaat om een fout waarvan vandaag is beslist dat ze wordt rechtgezet. Ik denk niet dat dit een strafrechtelijke kwestie is.

13.18 **Jean Marie Dedecker** (LDD): de heer Desterbeck heeft die staatsobligaties in crisistijd als een goede huisvader gekocht, wat perfect binnen zijn bevoegdheid lag. Plots werd hij echter onder druk gezet om deze te verkopen en het geld te storten in de Schatkist.

Wat is nu de kostprijs van heel deze operatie voor de belastingbetaler?

13.19 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Er is inderdaad een minwaarde gerealiseerd op de aankoop en verkoop van de OLO's, maar die analyse loopt nog

13.20 **Jean Marie Dedecker** (LDD): Het gaat blijkbaar om een verlies van meer dan 1 miljoen euro.

13.21 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik ga hier nu niets improviseren over de precieze minwaarde. Ik wil weten welke transacties met een minwaarde tijdens de opdracht van de heer Desterbeck hebben plaatsgevonden. Voor de OLO's die in functie van die 115 miljoen euro werden aangekocht en verkocht, is inderdaad een minwaarde geboekt, maar ik durf niet te stellen dat iedereen die op dezelfde manier interpreteert.

13.22 **Jean Marie Dedecker** (LDD): We spreken over een operatie van meer dan 1 miljoen euro voor iets dat eigenlijk een oneigenlijk gebruik is geweest. Volgens mij kan men dit niet verwijten aan de heer Desterbeck.

13.23 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik heb bij de betrokken magistraat sterk aangedrongen op een doorstorting, zoals wettelijk bepaald is. De rest van het verhaal valt niet onder mij.

13.24 **Jean-Marie Dedecker** (N-VA): Maar is dat dan de fout van de heer Desterbeck? En wat het CIOV betreft, heeft de minister om een snel beleidsplan gevraagd. Op wiens initiatief werd een externe consultant aangesteld?

13.25 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Wat bedoelt de heer Dedecker met een externe consultant? Iemand van mijn administratie heeft de audit uitgevoerd.

13.26 **Jean Marie Dedecker** (LDD): Een aantal elementen in deze zaak is in ieder geval nog niet uitgeklaard. Het verwondert me dat er nog geen tuchtrechterlijk of strafrechterlijk onderzoek is uitgevoerd.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.59 uur.